N° 13 — CAHIERS MENSUELS — 25 FR.

SPARTACUS

Victor SERGE

# LE NOUVEL IMPÉRIALISME RUSSE

L'Europe au Carrefour :

RENAISSANCE
OU
TOTALITARISME

RÉALITÉS SOVIÉTIQUES

JANVIER 1947

Victor SERGE

# *LE NOUVEL IMPÉRIALISME RUSSE*

L'Europe au Carrefour :

RENAISSANCE

OU

TOTALITARISME

## SOMMAIRE


Avant-propos : Les Faits du Temps présent . . . . . 3
Socialisme ou Totalitarisme ? . . . . . 12
Déterminisme de la politique de l'U.R.S.S. . . . . 18
Il s'agit du régime social de l'Europe . . . . . 20
La Révolution russe et l'Iran . . . . . 22
Importance de la Mongolie . . . . . 25
L'Alternative : Démocratie russe . . . . . 28
Les Forces démocratiques en U.R.S.S. . . . . 31
Les Oppositions en U.R.S.S. (Historique) . . . . . 34
La Vie et la Mort de Léon Trotsky . . . . . 41
Que deviennent les Réfugiés italiens en U.R.S.S. ? . . . . . 46


# LES FAITS DU TEMPS PRESENT

J'AI réuni dans ces pages quelques écrits des dernières années, les uns inédits, les autres publiés aux Etats-Unis ou au Mexique. Qu'on veuille bien les lire à la lumière des faits du temps présent...

Le grand fait de ce lendemain de guerre mondiale, c'est l'échec de la paix. Tous les espoirs des hommes sont déçus. Ni réconciliation des victimes, ni reconstruction d'une Europe nouvelle, ni réorganisation du monde pour le travail pacifique, ni révolution socialiste ou socialisante... Les conférences diplomatiques se suivent et les conflits s'aggravent. Nous avons la sensation de vivre entre deux guerres. Les peuples affamés saignent encore. Les Etats-Unis fabriquent des bombes atomiques. Une puissance maîtresse des côtes méridionales de la Baltique essaie dans les ciels de la Suède de nouvelles fusées automatiques. Un savant russe annonce que sa patrie compte faire bientôt, à son tour, des essais de bombe atomique... Un tel pessimisme règne au fond des esprits que lorsque, récemment des raz de marée dévastèrent les côtes du Chili, l'on pensa à des expériences de guerre atomique sous-marine... La Mandchourie, la Chine, l'Iran, le Kurdistan, les Dardanelles, la Palestine, les Balkans, Trieste, l'Autriche, la Pologne, l'Allemagne constituent autant de foyers de conflit. Dans toute l'Eurasie, de la Saxe à la Corée, de l'océan Arctique à la Méditerranée, deux systèmes de puissances armées s'affrontent.

Il serait facile de prononcer à ce propos un réquisitoire de plus contre le capitalisme et les impérialismes capitalistes. Le socialiste qui écrit ces lignes n'a rien oublié des justes prévisions du marxisme; mais il n'entend pas se laisser aveugler par les faits d'hier et même il entend voir clair, démêler dans les contradictions asphyxiantes du temps présent les tendances fondamentales les plus menaçantes, les lignes de force les plus inhumaines. Il constate que sans l'intervention américaine, l'Europe et le nord de l'Afrique subiraient aujourd'hui le Totalitarisme nazi : et l'U.R.S.S. serait vaincue. Il constate que l'Empire britannique, gouverné par les travaillistes, évacue l'Egypte et offre l'indépendance aux Indes. Il constate que les vieilles méthodes de l'exploitation coloniale sont usées. Il croit connaître assez les Américains pour conclure qu'en dépit de leur colossale suprématie industrielle et de la structure sociale d'une

République dominée par les grands trusts, et bien que très désireux de « faire de bonnes affaires » dans le monde entier, leur immense majorité ne songe pas à imposer des tyrannies aux cinq continents et souhaiterait tout au contraire une réorganisation supportable des relations intercontinentales... Il constate que l'échec complet de la reconstruction — qui eût été forcément socialisante — de l'Europe est dû aux invasions, aux occupations, aux spoliations, aux agressions de l'U.R.S.S. totalitaire.

On a souvent repris la formule du stratège prussien Clausewitz : « La guerre est la prolongation de la politique ». Dans les autarcies dont les gouvernements n'ont à redouter aucun contrôle de l'opinion, la politique agressive, à l'extérieur, est la prolongation inévitable de la politique intérieure de régimes impopulaires en état de crise permanente. La terreur offre, il est vrai, aux crises des solutions relativement faciles, mais elle n'y saurait suffire indéfiniment; il en faut chercher d'autres. Où, si ce n'est dans l'expansion du système, dans la conquête d' « espace vital »? Tenons compte aussi des psychoses du soupçon et de l'anxiété qui l'emportent chez les gouvernants des régimes de terreur.

En ce qui concerne les Russies, quels faits dominent le débat?

— Le totalitarisme n'a évolué que sur un point: il a consenti aux populations une liberté religieuse dûment contrôlée, avec un clergé servile, dressé par les persécutions, qui fait dire des prières publiques pour le Chef. Parti unique, culte du Chef, pensée dirigée, monopole de l'information, appareil policier.

— Les recoupements les plus sérieux, à base d'informations fragmentaires mais abondantes, obligent à estimer au-dessus de dix millions (10.000.000) le nombre des citoyens soviétiques internés dans les camps de concentration. Des observateurs formulent des estimations sensiblement plus élevées. Ces chiffres sont admis par des auteurs aussi scrupuleusement documentés que David Dallin, W. H. Chamberlin, Boris Nicolaievski, R. Abramovitch, Victor Kravtchenko, et mentionnés par des journalistes récemment accrédités à Moscou (Bruce Atkinson). Mon expérience personnelle ne me permet pas de les mettre en doute... Une carte des centres de travail forcé de l'U.R.S.S., publiée à New-York, en août 1946, par Ruth Fischer, indique en note que la population des régions pénitentiaires varierait entre quinze et vingt millions d'âmes. Les renseignements fournis sur la région dite du Dalstroy par des rescapés ont apporté à ces données de terrifiantes confirmations.

— Les transferts de populations à l'intérieur, par mesure de répression collective, ont atteint des proportions qui dépassent l'imagination. Plusieurs républiques autonomes ont ainsi disparu — par mesure administrative et secrète — le gros de leur population ayant été transféré à destination secrète. Ce sont les républiques des Allemands de la Volga



(environ 600.000 habitants, capitale Marxstadt !), la république des Kalmykhs, celle des Tchétchenes-Ingouch du Caucase septentrional, celle des Karatchaev, voisine de cette dernière, et celle des Tatars de Crimée. La motivation officielle de ces « suppressions de républiques » indique que les populations sympathisèrent avec l'invasion nazie (comme du reste il arriva souvent en Ukraine au début de la guerre, il fallut toute la cruauté du nazisme pour tranformer le défaitisme des régions occupées en résistance). La preuve est ainsi faite de l'amertume sans borne de minorités nationales qui, la veille de la guerre, manifestaient sans cesse leur adoration du Chef.

— Le IVe plan quinquennal adopté il y a quelques mois, est au premier chef un plan de réarmement qui annonce, en dépit des accroissements territoriaux, le maintien pour les masses d'un niveau de consommation inférieur aux besoins de l'homme civilisé et sensiblement inférieur au niveau moyen atteint sous l'ancien régime impérial. La tendance générale est au déplacement des industries lourdes vers l'Est, c'est-à-dire l'Oural et la Sibérie. Planification de guerre.

— Les données officielles publiées à l'occasion de l'étude du IVe plan quinquennal font ressortir l'extrême misère des campagnes (dans un pays dont la majorité de la population est rurale). Le nombre de chevaux est tombé au-dessous du chiffre des années les plus noires de la collectivisation forcée; et la production des pétroles marque une baisse considérable. L'agriculture n'aura donc ni chevaux ni tracteurs...

S'il était question en Russie d'un gouvernement socialiste, l'évidence lui dicterait son devoir immédiat. Ce serait d'abolir la servitude pénitentiaire des « régions spéciales de travail forcé »; de remédier aux causes de la désaffection des minorités nationales; de hâter la reconstruction des territoires dévastés et de remédier à la misère générale par la collaboration économique avec l'étranger; d'établir des relations paisibles et fraternelles avec une Europe désarmée en voie de reconstruction, pour une paix durable; de reconstruire et développer les industries pour le bien-être des citoyens et non pour la guerre future; de donner dans les pays où l'armée rouge a porté ses drapeaux, des exemples de justice sociale et de fraternité... Nous sommes loin de compte.

— Dans la période de guerre qui commence à Stalingrad et finit par l'entrée des Russes à Berlin, l'Armée rouge a joui, à juste titre, d'un crédit moral presque illimité. C'est en l'appelant, en l'attendant de toute son âme que Varsovie se souleva. Pendant la bataille de Berlin des immeubles de faubourgs ouvriers se couvrirent de loques rouges... La déception qui suivit fut affreuse. Ce furent les pillages systématiques, notamment dans les quartiers ouvriers; ce fut le viol *systématique* des femmes, un fait abominable sur lequel nous avons reçu bien des témoignages.

A Berlin, les ouvrières portant le brassard du P.C. et qui le premier jour avaient acclamé les vainqueurs, subirent le traitement commun; et le commandement russe interdit aux médecins des hôpitaux de pratiquer l'avortement préventif. (Lettre d'un militant, publiée par *The Network*, New York, numéro de nov.-déc. 45, commentée par l'organe du Parti Socialiste américain, *The Call* et par le *New-Leader*).

— Sous l'occupation russe en Allemagne, des militants social-démocrates, à peine sortis de camps de concentration et qui repoussaient l'unification avec le P.C. allemand, ont été kidnappés, assassinés ou internés dans les camps établis autrefois par les nazis. Toute liberté politique a disparu... Des faits analogues — innombrables — se sont produits, continuent à se produire en Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Yougoslavie... La confiscation des industries autrichiennes, considérées par le commandement stalinien comme « biens des nazis » (et tombant dès lors sous le coup de l'accord de Potsdam) menace de ruiner la classe ouvrière socialiste d'Autriche.

— Dans tous les pays dits libérés ou occupés, la Police d'Etat, arrivant sur les talons de l'Armée rouge et servie par les P.C. locaux, a procédé contre les adversaires libéraux, socialistes et révolutionnaires du Totalitarisme stalinien à de véritables campagnes d'extermination. En Mandchourie, les émigrés russes, vieux mencheviks, sionistes (le docteur Kauffman et ses amis), socialistes révolutionnaires, cosaques, simples lecteurs d'une revue publiée aux Etats Unis par Kerensky, ont été fusillés par paquets. Dans les Balkans, l'émigration russe a été arrêtée tout entière. En Tchécoslovaquie, où l'émigration libérale, démocratique et socialiste était particulièrement nombreuse par suite des garanties que lui avaient offertes MM. Masaryk et Bénès, les arrestations, disparitions, assassinats et suicides l'ont annihilée. (Les Blancs réactionnaires n'ont pas évidemment été traités avec plus d'indulgence; mais bon nombre d'ex-officiers émigrés ont passé au service du nouveau régime).

Qu'il me soit permis d'user ici d'une précaution contre le fanatisme. Tous ces faits — et une foule d'autres du même genre — ont été largement publiés dans la presse de grande information et la presse de gauche de langue anglaise. Personne ne s'est inscrit en faux contre eux. Personne ne les a niés. Personne ne les a justifiés, puisqu'ils sont injustifiables.

Je connais l'homme russe, je connais le soldat russe. Comme tous les soldats du monde, il est capable du meilleur et du pire, mais la guerre l'incite plutôt au pire, cela va de soi. Le soldat russe, pendant cette guerre infernale, fut le plus mal vêtu, le plus mal nourri, le plus durement discipliné. Dans aucune autre armée — que je sache — l'officier n'avait le droit et le devoir d'abattre sur place, sans jugement, le combattant qui défaillait, manquait à la discipline ou au respect de ses supérieurs. (Un fait de ce genre est relaté dans une nouvelle de l'écrivain combattant



Alexandre Bek, qui a eu en U.R.S.S. un succès officiel et en quelque mesure mérité). Aucun soldat du monde n'a fait néanmoins une guerre plus énergique. Une jeunesse entière fut sacrifiée. Endurci, affamé, exaspéré, accablé de privations, le soldat russe ne pouvait pas être un vainqueur magnanime... Ce qui inculpe le régime, c'est la systématisation et la généralisation des crimes du lendemain de la victoire; les logements ouvriers de Vienne et de Berlin furent pillés avec ordre; les viols de Berlin furent sanctionnés, délibérément tolérés et même accomplis par des officiers disposant de la vie de leurs hommes et parfaitement disciplinés par ailleurs. Que conclure? Que le haut commandement politique poursuivait ainsi une fin définie qui était de briser le moral des vaincus par la terreur et la misère. Et les vaincus, dans ces cas, ce n'étaient pas les nazis, c'étaient les travailleurs, prolétariat et classes moyennes; c'étaient des victimes du nazisme (de l'avis même de la propagande communiste). Système des pénitenciers: d'abord on brise l'homme, on brise la femme. Ensuite, le moindre adoucissement de régime leur paraît un bienfait...

Le Totalitarisme justifie — une fois de plus — son expansion par un besoin de sécurité. Qui ne voit la fausseté éclatante de cet argument? L'Allemagne est épuisée pour longtemps et ne pourrait redevenir redoutable qu'au service de tel ou tel de ses vainqueurs. Ce n'est donc plus d'elle qu'il s'agit. Une petite Pologne libre, qui mettrait trente ans à panser ses plaies, ne serait pas non plus un danger véritable pour l'U.R.S.S. aux 190 millions d'habitants. Mais une Europe centrale et orientale pacifiée, se reconstruisant sous des gouvernements démocratiques nécessairement influencés par le socialisme, serait — sans bombardiers — bien dangereuse par son simple voisinage pour le gouvernement absolu d'un grand pays voué à la pauvreté, privé de liberté, et pensant malgré tout. Le Totalitarisme s'entoure donc d'une ceinture d'Etats-satellites; il ne peut faire autrement, mais ce faisant, il ruine sa sécurité, car il accumule autour de lui, chez lui, les problèmes insolubles, les haines mûrissantes, les substances explosives, et il ouvre un conflit de domination continentale.

Suivons encore les faits. Nous n'avons été qu'une poignée à préconiser depuis dix ans, devant des crimes qui atteignaient la conscience même de l'homme moderne et plus particulièrement démoralisaient l'humanisme socialiste, la nécessité de l'intervention morale. On sait aujourd'hui que les procès d'imposture et de sang préparaient en 1936-1938, à Moscou, le pacte Molotov-Ribbentrop. Deux nouvelles constatations s'imposent sur ce sujet:

— La légende de « l'épuration qui supprima en U.R.S.S. la cinquième colonne réelle ou potentielle », légende si maladroitement accréditée par M. Joseph E. Davies, dans *Mission à Moscou*, est morte de malemort. Aucun pays envahi n'a fourni au nazisme plus nombreuse cinquième colonne que l'U.R.S.S., démoralisée par la famine et la ter-

reur: des républiques entières, nous venons de le voir, et l'armée de Vlassov. Vlassov fut précisément un des généraux de l'arrivisme thermidorien qui applaudirent à l'assassinat de Toukhatchevski.

— Par un bizarre contre-coup, le procès de Nüremberg a démontré l'imposture des procès de Moscou. Une des thèses soutenues alors par l'accusation était, rappelons-le, celle de la collusion des oppositions communistes avec le nazisme (« entrevue Hess-Trotsky ») comme du reste avec l'Intelligence Service britannique... Presque toutes les archives secrètes du nazisme sont aujourd'hui entre les mains des Alliés. Les ténébreuses coulisses du parti hitlérien ont été passablement ventilées à Nüremberg où pourtant les procureurs russes se sont bien gardés de poser au demi-fou Hess la question de sa prétendue collaboration avec Trotsky. En Angleterre et aux Etats-Unis, des hommes de haute conscience ont publiquement exigé que la question fût posée. Elle ne l'a pas été. Elle ne pouvait l'être. Les archives du nazisme démentent les procureurs de Moscou.

Tels sont les faits, les faits incassables. Je les consigne avec amertume, avec déchirement, par devoir, une fois de plus. On ne bâtira rien sur les tombes et les ruines avec du mensonge, de la fourberie, de la fausse monnaie et du sang innocent. Rien! Mais on préparera, en fermant les yeux, de nouvelles destructions, de nouvelles fosses communes. Des communistes français me liront avec indignation. Quelques-uns, par ordre ou par souffrance, m'accuseront de trahison... Camarades, camarades du parti des fusilleurs des camarades les plus grands, voudrais-je leur dire bien tranquillement, voyez et réfléchissez. Informez-vous, insultez ou frappez ensuite. Ce qui vous entraîne encore, vous, les honnêtes gens du communisme — et non les agents professionnels — c'est le souvenir, plus puissant que toute boue, de la première révolution socialiste d'un monde cheminant sous les catastrophes. Vous vivez sur un capital dilapidé dans la boue, la boue mêlée de sang à profusion. 1917, c'était « la paix des peuples sans annexion ni indemnité »! C'était la solidarité avec tous les opprimés de la planète! C'était la terre aux paysans, l'abolition de la peine de mort! C'était... On ne sait plus ce que c'était! Et rien de ce que c'était ne peut plus recommencer, car le Totalitarisme a passé sur le corps des révolutionnaires, sur les souvenirs, sur les conquêtes socialistes, sur vos cerveaux... Donnez-moi donc un démenti! Dites: ceci n'est pas vrai, démontrez-le. Demandez au Parti de réfuter l'argumentation qu'avec cent autres j'apporte ici. Demandez aux ambassades intéressées des réfutations pertinentes et vérifiables. Ou justifiez tout, endossez tout, avalez tout! Alors, tant pis pour vous, car il n'y a plus rien de commun entre vous et des hommes libres, vous et la conscience droite, vous et le socialisme, vous et la plus infime lueur de liberté...

Des intellectuels mettent une singulière bonne volonté à fournir aux



masses bernées du parti totalitaire une dialectique ambiguë. Ils ne nient rien. Trop habiles pour cela et trop prudents. Ils feignent de douter et l'on comprend qu'en réalité, ils doutent un peu d'eux-mêmes. Ils feignent d'expliquer tout en n'expliquant pas. Cela laisse pourtant sur le papier des phrases captieuses qui, pour l'ignorant ou la demie-dupe de bonne volonté, paraissent dire quelque chose de soutenable... Un chrétien écrit par exemple: « ...le communisme est jeune et n'a pas des siècles d'existence derrière lui; il ne faut pas s'étonner que ses débuts soient sanglants... » etc. (Martin Brionne, *Esprit*, 1er mai 1946, p. 699). Mais est-ce bien le communisme, Monsieur? A quoi le reconnaissez-vous? Ne serait-ce pas le contraire, par hasard? Il y a dans les Evangiles un certain communisme; il y en a un autre dans l'œuvre de Marx et de ses continuateurs... Lequel reconnaissez-vous et à quel signe? Donnez des siècles à n'importe quel régime d'écrasement de l'homme et il changera, bien sûr. Le nazisme aussi, quelques siècles aidant, eût vraisemblablement changé. En doutez-vous? Le même publiciste écrit encore que « le tempérament slave ne s'est jamais accommodé de mesure ». Sous leur camisole de force, le tempérament slave, « l'âme slave » ont bon dos... Comme si, en quatre ans d'occupation nazie, la France, pays de la mesure, du penser cartésien, de Montaigne et de Jaurès, n'avait pas produit des S.S., des miliciens, des camps de concentration et des antisémites en nombre suffisant pour un bon commencement d'enfer social! Ne faudrait-il pas néanmoins de sombres imbéciles pour en inculper le « tempérament français »? La France authentique, celle des quarante millions d'hommes moyens, bienveillants et sensés, fût-elle jamais en question, si ce n'est en tant que victime d'une machinerie totalitaire? M. Brionne écrit encore: « Adhérer au communisme, pour un Français, ce n'est pas entériner ou souhaiter les actes de barbarie des moujiks dont nos prisonniers de l'Est nous ont fait le récit. C'est accepter les positions fondamentales des grands théoriciens marxistes... ». On s'émerveille de trouver en si peu de lignes tant de confusions et d'erreurs. Et d'abord de quels « grands théoriciens marxistes » s'agit-il? Marx, Engels, Jaurès, Guesde, Bebel, Kautsky, Lénine, Trotsky, les fusillés Boukharine et Préobrajenski (auteurs de *L'A.B.C. du Communisme* de 1918...) préconisèrent-ils le Totalitarisme? En voyez-vous la justification dans leurs œuvres? Ou connaîtriez-vous, Monsieur, un « grand théoricien » du stalinisme? Laissez-moi vous apprendre que le stalinisme a précisément supprimé les théoriciens, grands, moyens et petits... La confusion du communisme et du socialisme, à une époque où les deux doctrines s'opposent, l'une défendant l'homme et l'autre l'annihilant, ne peut avoir qu'une justification spécieuse dans la sémantique; elle est malhonnête puisqu'elle tend à dissimuler des incompatibilités fondamentales; elle est néfaste puisqu'elle feint de prendre la fausse monnaie totalitaire pour du bon or frappé selon le *Manifeste Communiste* de Marx-

Engels. L'allusion à la « barbarie des moujiks » m'est pénible à considérer, car je connais, j'aime le paysan russe, frère de tous les paysans du monde et pas plus méchant qu'eux... Un vrai grand chrétien, mais ant totalitaire à fond, celui là, bien que le mot n'existât point à son époque (le mot « despotisme » lui suffisait), Léon Tolstoy, vivant parmi les moujiks, eut d'eux une autre opinion et sensiblement meilleure. M. Brionne ne s'est pas demandé par quelles écoles ils ont passé, les moujiks devenus parfois cruels comme tant d'autres Européens moins misérables. Quelles famines, quelles contraintes, quel dressage à la barbarie organisée, à la pensée asservie, ils ont subi, ils subissent!

Je ne connais pas M. Martin Brionne et je me souviens du temps où la revue personnaliste *Esprit* tenait à propos des épurations de Moscou et du massacre des vieux chefs de la véritable Armée rouge un langage bien différent. La contradiction entre le respect de la personne humaine et la destruction de la personne humaine par l'Etat lui apparaîssait alors ce qu'elle est : évidente et monstrueuse. Je ne relève ce texte que parce qu'il est typique : les ratiocinations nébuleuses de cette qualité constituent toute l'idéologie des intellectuels intoxiqués par la puissance plus apparente que réelle du communisme actuel. L'œuvre la plus saisissante de ce genre de propagande me semble être le journal de l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, M. Joseph E. Davies. *Missions à Moscou*, qui s'est vendu en plusieurs langues à des centaines de milliers d'exemplaires. C'est un ouvrage éminemment instructif. Il contient en grand nombre, avec des relations de faits bouleversantes, des conclusions comme celles-ci : « La Russie de Lénine et de Trotsky, la Russie bolchévik, n'existe plus... » (P. 450 de la petite édition américaine.) « L'Allemagne et la Russie Soviétique sont des Etats totalitaires. Des Etats réalistes. » Notez l'éloge insidieux d'un certain réalisme... (P. 427, daté du 7 juillet 1941.) « La terreur, ici, est horrifiante. Bien des signes indiquent que la peur atteint et hante tous les milieux sociaux... » (P. 265, daté de Moscou, 1er avril 1938.) « L'épuration est indéniablement politique. D'après ce que j'ai entendu dire par des leaders du gouvernement, elle fut délibérément envisagée par eux, bien qu'ils en déplorassent la nécessité... Ils reconnaissent et déplorent qu'il y ait de nombreuses victimes innocentes... » (P. 266.) Enfin, dans un *Résumé des faits*, daté du 6 juin 1938 et destiné au Cabinet de Washington, cette appréciation méditée : « Terreur. Epuration. Un esprit démocratique conçoit comme inévitable que la tyrannie exercée par une police secrète sur la liberté et la vie des citoyens, parmi toutes les classes de la société au sein desquelles elle arrache les gens à leurs familles et à leurs amitiés, sans protection possible contre l'injustice, ...Il apparaît inévitable que cette tyrannie doive à la longue provoquer le renversement du régime. »



(P. 350. Le style de M. Joseph E. Davies est lamentablement vaseux, on le remarquera.) Permettons-nous un tout petit peu de psychologie. Tel était le ton du livre non publié d'un diplomate accrédité à Moscou. Mais en 1941, après l'agression nazie contre le peuple russe et l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, M. Davies ajouta au milieu du manuscrit destiné à la publication huit pages de révision de ses vues antérieures, huit pages qu'il est devenu tristement amusant de relire. L'idée maîtresse en est qu' « il n'y a pas eu de cinquième colonne en Russie. L'épuration avait nettoyé le pays, éliminé la trahison » (p. 246). C'est « en ruminant la situation » en cours de voyage dans le Wisconsin que M. Davies eut cette révélation rétrospective et radicalement fausse, comme il est désormais prouvé. Par contre, l'idée que l'invasion si rapide de la Russie ne fut rendue possible que par la désaffection des populations vis-à-vis du régime, par l'extermination des cadres révolutionnaires et plus particulièrement du vieil Etat-major expérimenté, n'effleura pas son esprit diplomatique...

Au temps présent, si plein de dangers, de souffrances et d'inquiétudes, la pensée fumeuse et malhonnête ne peut servir qu'à de vastes escroqueries, et ne peut conduire qu'à des accidents graves. Le mécanicien de chemin de fer dont la conscience professionnelle ne serait pas plus droite et plus réaliste que celle des intellectuels pro-staliniens ferait promptement dérailler son train et, s'il survivait à ses propres fautes, passerait en cour d'assises.

Que de choses de ce genre furent naguère écrites sur le Fascisme et le Nazisme! On en connaît les suites et conséquences... Le premier devoir est maintenant de se rendre compte de la réalité, d'y faire face avec droiture et courage, sans bandeau sur les yeux ni bâillon sur la bouche, en appelant les choses par leur nom... A ce prix, rien qu'à ce prix, le dur combat pour un avenir meilleur redevient possible.

*Mexico*, 1946.

# SOCIALISME OU TOTALITARISME ?

ON voit de plus en plus clairement depuis la fin de la guerre *européenne* que les problèmes de réorganisation du monde posés par cette catastrophe sociale seront beaucoup plus difficiles à résoudre que les socialistes ne le pensaient il y a quelques années. Les événements actuels participent tous, inéluctablement, d'une transformation de la civilisation industrielle (capitaliste) ; ils peuvent ouvrir une ère de luttes confuses, d'inhumanité et de régression; ils peuvent amener l'établissement de sociétés plus justes et plus rationnellement organisées que celles d'hier, et cela dépend dans une importante mesure de la participation consciente des individus et des masses aux événements mêmes. En ce sens, la pensée socialiste et le mouvement socialiste demeurent, en dépit de notre faiblesse, des facteurs essentiels de l'histoire.

Tous ceux qui connaissent l'Europe s'accordent à reconnaître deux grands faits positifs. Les classes réactionnaires qui ont fait le Fascisme et le Nazisme (et sur lesquelles retombe par conséquent la responsabilité de la guerre) sont extrêmement affaiblies sur toute l'étendue du continent; à un degré moindre, elles le sont aussi en Grande-Bretagne. Leurs capitaux-argent ont fondu dans le creuset de la guerre; leur outillage industriel s'use et se détruit par la guerre, après avoir passé sous le contrôle d'Etats totalitaires; les Etats totalitaires ont ruiné leur statut juridique fondé sur le droit patronal et le respect de la propriété privée; leur personnel dirigeant est discrédité, déshonoré, disqualifié par sa collaboration avec le Nazi-Fascisme. Bref, nous assistons en Europe continentale à la faillite sanglante des anciennes classes dirigeantes. Magnats de la Schwerindustrie, du Comité des Forges et Houillères, monarques couronnés, maréchaux de la première Guerre Mondiale, Caudillos et publicistes s'en vont dans les mêmes charrettes. D'autre part, et bien que les mouvements socialistes aient été vaincus de diverses façons, après avoir quelquefois manqué de clairvoyance et d'énergie et plusieurs fois fait preuve d'un héroïsme authentique, une conscience socialiste élémentaire s'est très largement répandue, Dès les journées de la défaite, en 1940, j'observai en France que l'homme de la rue et de la route tenait souvent, sans connaître l'idéologie socialiste, un langage que seuls les militants parlaient naguère. Les idées de la fin des grands privilèges,



de la nationalisation des industries-clés, de la planification-direction de l'économie au profit de la collectivité, de la sécurité sociale *sont tombées dans le domaine commun*. En même temps, le problème de la démocratie se pose dans les consciences en termes encore obscurs mais pressants. La démocratie du capital financier, des trusts et du pro-fascisme est finie; elle a discrédité le parlementarisme mais non le suffrage universel dont on sent qu'il peut acquérir une puissance nouvelle; les traditions des libertés municipales et de la liberté de la presse, loin d'avoir été entamées par le Totalitarisme subsistent et renaissent en Occident avec une magnifique vigueur. Les mouvements *underground* et les expériences d'Italie et de France en font foi. Il est fort possible que, vu la situation tragiquement désespérée du peuple allemand, la France (et l'Italie, et l'Espagne, c'est-à-dire le vieil Occident méditerranéen de haute civilisation) redevienne maintenant le laboratoire révolutionnaire du progrès. Je lis avec plaisir, sous la plume de M. Jacques Maritain, philosophe catholique et ambassadeur de la IV[e] République auprès du Vatican que « ce peuple (français) voit les anciennes classes dirigeantes essayer de se maintenir socialement à la faveur de leur compétence *et de leur refus de s'examiner* » (je souligne) et que ce peuple pense à « la seconde révolution française... liée à la Libération ». M. Maritain ne parle que par euphémismes : si quelque chose a fait faillite, c'est bien la « compétence sociale » des anciennes classes dirigeantes et l'on comprend trop bien leur refus de tenter un impossible examen de conscience. M. Maritain estime que le peuple français remet à plus tard une révolution qu'il ne peut faire tout de suite, et peut-être n'a-t-il pas tort : le monde actuel est trop dangereusement complexe pour que l'on puisse aller vite en besogne et les masses européennes socialisantes ont, me semble-t-il, beaucoup plus de bons sens pratique qu'on ne le croit. Elles sont capables d'être énergiques et révolutionnaires sans pour cela se montrer « extrémistes ».

Ecartons tout de suite un des arguments du découragement. Les peuples qui ont énormément souffert, subi la terreur et la faim, et le surmenage, ne sont pas forcément des peuples diminués; les grandes épreuves tendent à l'énergie humaine, elles obligent à penser et à agir, elles accoutument au risque dont la crainte est un facteur d'apathie sociale; à la moindre possibilité de salut ou de relèvement, ce qui était la veille cause de dépression devient au contraire cause d'initiative et de confiance. J'ai sans cesse observé ce phénomène psychologique dans la révolution russe, puis sous le Totalitarisme stalinien. Il se rapporte à la physiologie même : on sait qu'après toutes les guerres, la natalité augmente sensiblement. Si les peuples d'Europe voyaient leurs espoirs de relèvement déçus, ils pourraient entrer dans une période d'amère dépression; mais tant qu'ils apercevront une possibilité de salut véritable,

ils seront capables d'une activité créatrice qui dépassera probablement les espoirs des plus optimistes d'entre nous. (Ce fut pendant longtemps le cas, répétons-le, de l'énergie populaire russe — et pourtant, dans quelles conditions terribles n'eût-elle pas à se manifester!)

Nous pensons que les défaites du socialisme européen eurent des causes infiniment plus profondes que l'incapacité politique du réformisme et le machiavélisme quelquefois criminel et généralement stupide du Komintern pendant l'entre-deux-guerres. Il serait temps que l'analyse marxiste reconnût les conséquences incalculables du renouvellement de la technique industrielle moderne. La technique du XX^e^ siècle augmenta formidablement la capacité de production des industries — et aussi de l'agriculture — tout en amoindrissant l'importance de la main-d'œuvre. Une partie de la classe ouvrière s'embourgeoisa, une autre fut vouée au chômage chronique, tandis que la rationalisation et l'automatisation de l'usine diminuaient la capacité individuelle, humaine, de l'ouvrier. Et pendant que la classe ouvrière s'affaiblissait, les fonctions de l'Etat s'élargissaient, de sorte qu'une classe moyenne composite, formée de fonctionnaires et de techniciens, acquerrait une grande importance sociale. Il n'est pas douteux que ces modifications de la production capitaliste et de la structure même de la société ont joué contre le socialisme qui n'en avait pas suffisamment pris conscience. Désormais, pendant toute une époque, elles doivent jouer en faveur du socialisme, pour plusieurs raisons : 1° La technique même de la grande production impose la direction-planification sur de vastes échelles, c'est-à-dire la collectivisation; 2° la guerre entraîne un vaste nivellement social, l'aristocratie ouvrière a perdu le bien-être, les classes moyennes ont perdu bien-être et sécurité; les techniciens sont forcément amenés à considérer une réorganisation rationnelle de la production; 3° la classe ouvrière est appelée à recouvrer une importance et une puissance nouvelles pendant la période de reconstruction; 4° l'interdépendance des nations, la nécessité de l'organisation continentale et intercontinentale semblent préparer un terrain favorable à l'internationalisme socialiste.

L'Europe sort de la guerre effroyablement appauvrie et divisée par les rancunes nationales, mais aussi avec la possibilité technique de récupérer bientôt, en se donnant une organisation intelligente, un standard de vie sensiblement plus élevé que par le passé. L'organisation intelligente — c'est-à-dire rationnelle, socialiste ou socialisante — sous-entend la collaboration des nations et donc la défaite des rancunes nationales. A cet égard aussi, un optimisme raisonnable est tout indiqué. Nous n'avons pas perdu le souvenir des lendemains de la première guerre mondiale et des mouvements profonds de réconciliation véritable dont nous fûmes les participants. Les responsabilités des classes réactionnaires dans la montée du Fascisme-Nazisme sont aujourd'hui plus évidentes que ne l'étaient alors celles des impérialismes. Des prisonniers français



en Allemagne nous ont documenté sur leur collaboration avec des travailleurs allemands dans *l'underground* antihitlérien. On pourrait s'étonner de voir avec quelle facilité les Français, dans leurs rapports avec les Italiens, surmontent le souvenir du coup de poignard dans le dos qu'ils reçurent de Mussolini. Le pays le plus impitoyablement traité par l'invasion nazie, la Russie, est celui dont le gouvernement a pu former, avec les prisonniers allemands de Stalingrad même, un mouvement de collaboration germano-russe. Nous considérons ce mouvement comme infiniment dangereux pour l'Europe de demain, mais ce n'est pas là une raison qui justifierait à nos yeux la méconnaissance de la précieuse indication psychologique qu'il nous apporte par ailleurs. Retenons aussi que la Pologne dépecée et martyrisée par le Totalitarisme russe, garde vis-à-vis du peuple russe une attitude fraternelle et que son gouvernement maintient vis-à-vis du Totalitarisme russe une attitude fermement conciliante. Les rancunes nationales seront fortes mais nullement insurmontables.

Dans les conditions présentes, le retour aux institutions de la démocratie traditionnelle, dans les pays libérés de l'Europe, ne pourrait être empêché que par l'établissement de dictatures militaires profondément impopulaires parce qu'elles appelleraient inévitablement le qualificatif de néo-fascisme. Le suffrage universel, les libertés ouvrières, la liberté de la presse n'apparaissent plus par contre comme des institutions de la démocratie bourgeoise, mais comme celles d'une démocratie populaire dans laquelle les travailleurs socialisants doivent obtenir sans peine, — c'est-à-dire en faisant l'économie de coûteuses et dangereuses guerres civiles — l'hégémonie effective. Mais ici se pose la grave question du Totalitarisme russo-communiste. Contrairement à ce qu'espéraient les socialistes de gauche, ce n'est pas le réveil du mouvement socialiste européen qui exerce sur l'U.R.S.S. une influence libératrice, c'est la machinerie totalitaire née de la révolution russe qui tend nettement à dominer les masses socialisantes d'Europe et même les partis socialistes renaissants, comme on le voit en Italie, en France, et en Grèce. Le mouvement socialiste n'a plus à affronter, comme naguère, un adversaire unique, le conservatisme capitaliste. Cet adversaire, essoufflé et discrédité n'existe et ne compte sérieusement sur le continent européen que dans la mesure où il compte encore sur des appuis extérieurs qui peuvent être très sérieux. Le mouvement socialiste doit encore affronter l'influence et l'intervention directe du Totalitarisme communiste soutenu par une très grande puissance économique, militaire et policière. Le drame historique n'est plus comme à la fin de la première guerre mondiale joué par deux protagonistes principaux — socialisme contre capitalisme — mais par trois protagonistes devenus fort inégaux : capitalisme disqualifié, socialisme dépourvu d'appui étatique et Totalitarisme communiste. Ce dernier jouit encore du prestige de la première révolu-

tion victorieuse; en plus, le prestige de la force dans une guerre finalement victorieuse; en plus, les moyens de la corruption et de l'intimidation; et il peut faire tout à la fois appel aux masses inquiètes en soutenant des revendications de caractère socialiste et aux classes conservatrices en se présentant comme capable de gouverner et modérer les masses laborieuses. En Italie et en France, dès la Libération, la presse communiste a été la plus forte, car seule elle a disposé d'un appui économique considérable et d'un appareil parfaitement organisé. Tandis que le mouvement socialiste manque de cadres, le mouvement communiste n'en manque pas, n'ayant besoin en somme que d'agents d'exécution et pouvant facilement payer ceux-ci. Le mouvement socialiste n'a derrière lui, dans le passé récent, que ses défaites, tandis que le communisme couvre ses palinodies d'hier du drapeau des victoires de l'U.R.S.S. L'exploitation d'un antibolchevisme délirant par le Nazisme rend difficile la situation des socialistes nettement antitotalitaires. Ces diverses causes donnent au communisme un avantage marqué sur le socialisme. Quand le communisme feint de se mettre à la tête des masses mécontentes et bien qu'il ne puisse que poursuivre ses propres fins, la situation des socialistes devient dramatique. S'allier à un parti totalitaire fortement dirigé et appuyé de l'extérieur, c'est forcément se subordonner à lui. Combattre pour lui donner une victoire, c'est combattre pour établir des régimes qui fusilleront les socialistes les plus intransigeants, déporteront les autres et aboliront la liberté de pensée, la liberté indivduelle, la démocratie. Refuser de s'allier aux communistes quand ils déclenchent une action, c'est se faire accuser de complicité avec le conservatisme, sinon de contre-révolution. Les mouvements socialistes risquent, dans ces circonstances, d'être exploités par des Totalitaires, divisés, défigurés et finalement détruits. Il est en tout cas certain que partout où l'hégémonie du communisme s'imposera, la démocratie socialiste sera tuée.

La condition première de la renaissance du socialisme européen semble donc être qu'il maintienne avec lucidité et fermeté une indépendance absolue vis-à-vis du communisme totalitaire. La pratique même des P.C. démontre que cette indépendance n'est pas incompatible avec des accords circonstanciels. Les P.C. savent collaborer à des fronts et à des gouvernements tout en critiquant, et en discréditant même ces fronts et gouvernements. Les socialistes ne sauraient les imiter dans la manœuvre déloyale, mais ils doivent, sous peine d'être inévitablement vaincus, maintenir leur propre physionomie combative et cela veut dire : affirmer sans la moindre abdication leur idéologie de liberté (de démocratie), leur critique du Totalitarisme, leur réprobation des persécutions politiques de l'U.R.S.S., leur programme propre de reconstruction du monde avec des économies planifiées démocratiquement gouvernées. Cette intransigeance est devenue pour nous une condition



d'existence. Reconnaissons qu'elle est très difficile à maintenir et implique l'acceptation d'assez grands risques.

Deux des arguments essentiels de la propagande communiste sont, l'un plus qu'à demi disqualifié, l'autre en train de perdre sa valeur véritable. 1° L'U.R.S.S. se présente encore devant les masses dépourvues d'information comme une « démocratie du travail » d'un type nouveau. Cette allégation monstrueusement fausse est facile à détruire par la simple information honnête à laquelle les socialistes ne devraient jamais renoncer. Le mythe, enfin, se dissipe de lui-même sitôt qu'un pays tombe sous l'hégémonie communiste-totalitaire. 2° Il paraissait jusqu'ici raisonnable de soutenir qu'au point de vue économique, le système complètement planifié et dirigé de l'U.R.S.S, avec sa centralisation rationnelle (en principe...) réalisait dans le domaine de la production et par rapport aux économies capitalistes plus ou moins anarchiques, un progrès considérable. Le degré de planification atteint dans plusieurs pays capitalistes, sans que pour cela la condition de l'homme moyen ait sensiblement empiré, diminue déjà la valeur de cet argument. La possibilité d'atteindre dans quelques pays d'Europe une planification socialisante en régime de démocratie, sans instituer l'intolérance terroriste ni abolir les droits de l'individu, nous apparaît tout à fait réelle; dès le moment où elle deviendra dans quelque mesure une réalité, les pays entrés dans cette voie deviendront, même sous le rapport de l'organisation économique, par rapport à l'U.R.S.S. totalitaire, les pays du progrès. Il importe de souligner à cet égard que la planification despotique est celle qui impose les frais généraux les plus inhumains et les plus onéreux. L'expérience russe en fait foi. Et c'est peut-être la raison principale qui fait que les pays industriellement développés et pourvus d'une tradition démocratique profondément enracinée ne sauraient entrer dans la voie du collectivisme totalitaire que s'ils y sont violemment poussés par des minorités puissamment armées.

*Mexico, février* 1945.

# L'IMPERIALISME STALINIEN

## I

## Déterminisme de la politique de l'U.R.S.S.

J'ESSAIERAI, dans cet article, d'analyser brièvement les mobiles de la politique de guerre de Staline, qui paraît tellement obscure à bien des observateurs et qui est en réalité d'une clarté évidente. Depuis qu'en 1927-1930 la République soviétique devint un Etat totalitaire, une série colossale d'erreurs politiques dues à cette transformation même, mit constamment le nouvel absolutisme en péril de mort. Le premier plan quinquennal de l'industrialisation fut tout à coup faussé par la nécessité dans laquelle la bureaucratie se trouva d'abdiquer et de passer le pouvoir aux oppositions (de tendances plus ou moins démocratiques) ou de déclarer la guerre économique aux paysans. Par volonté de conservation, le groupe dirigeant opta pour cette dernière solution, fit déporter des millions de cultivateurs, appliqua largement la peine de mort aux travailleurs (paysans, ouvriers, techniciens), décréta la collectivisation totale de l'agriculture, puis la déchristianisation afin de priver les paysans de leur dernière organisation, l'organisation religieuse et plongea le pays dans une famine effroyable. Epuisée, affamée et socialement divisée, l'U.R.S.S. des années 1930-1934 craignit justement l'agression étrangère : le nazisme montait en Allemagne et la caste militaire au Japon. Le plan d'industrialisation qui prévoyait un accroissement des salaires réels et de consommation de 72 % en cinq ans, s'accomplit dans la misère générale avec les salaires les plus bas du monde européen et devint un plan d'armement et de préparation à la guerre.

Marxistes élémentaires, complètement dépourvus d'idéalisme et de scrupules — et c'est en quoi ils trahissent le plus l'humanisme intelligent de Marx — les chefs de la bureaucratie totalitaire ne partagèrent jamais les illusions d'un Chamberlain. Ils comprenaient que la crise du capitalisme européen conduisait inévitablement à la guerre mondiale; et comme leur situation de gouvernants obligés de recourir sans cesse à la terreur contre les travailleurs et de leur refuser la moindre liberté d'opinion, ne leur permettait plus de compter sur l'appui de la majorité des classes ouvrières et leur faisait plutôt craindre — et détester — les mouvements socialistes, il ne leur restait plus qu'à faire une politique d'équilibre avec les grandes puissances en cherchant à se mettre, en vue du prochain conflit, du côté du plus fort. Tant que le IIIe Reich fut faible, l'U.R.S.S. fit la politique de la Société des Nations et des alliances démocratiques. Dès le moment où par la victoire germano-italienne remportée en Espagne sous la bannière de Franco, l'Axe démontra qu'il avait en Europe la supériorité stratégique. Staline ouvrit avec Hitler des négociations confidentielles dont le début se situe vers le moment de la chute de Barcelone — ou avant —. Le pacte Ribbentrop-Molotov (Moscou 1939) conclu en vue du partage de la Pologne fut le résultat de cette nouvelle orientation adoptée sans illusions. Staline se mettait du côté du plus fort, qu'il redoutait infiniment, pour tout au moins gagner du temps, laisser l'Europe capitaliste s'épuiser par la guerre et s'il le fallait pactiser davantage plus tard avec le vainqueur. Mais il prit ses précautions dans les Pays Baltes. Ce fut Hitler qui rompit le pacte pour des raisons que nous n'examinerons pas. Le mépris imbécile du « bolchévisme » et des Slaves fit commettre ce jour-là au Fuehrer une véritable erreur-suicide.

Le régime stalinien n'était prêt à la guerre que sous un rapport : par le vaste et sanglant coup d'Etat des épurations et des procès d'imposture, il avait supprimé toutes les équipes politiques de rechange, tous les hommes capables de poser les questions de responsabilités, tous les hommes capables de soutenir les confuses aspirations démocratiques et socialistes du pays. En ce sens, M. Joseph E. Davies a raison : c'est grâce au massacre presque intégral de la vieille génération bolchévik que *le totalitarisme* a pu tenir en Russie, sous le choc même d'une invasion telle que la Russie n'en connut jamais depuis Gengis-Khan. (On sait qu'à la veille de la bataille de Moscou, fin 1941, quelques hauts fonctionnaires proposèrent de capituler pour sauver le régime : Staline les fit fusiller — après un moment d'hésitation —. *(Publié à Londres.)* La prodigieuse résistance des Armées rouges et des partisans démontrait cependant : 1° Quelles immenses réserves d'énergie sont celles du peuple russe défendant son territoire et son droit à la vie; 2° Quelle formidable capacité de lutte est celle de l'appareil totalitaire. Contrairement aux prévisions de tous les observateurs informés, le régime totalitaire a tenu malgré l'invasion et les inimaginables souffrances imposées aux masses, malgré ses propres fautes catastrophiques et il a tenu sans faire la moindre concession économique ou politique aux peuples soviétiques. Il n'a cédé que sur un point, avec le rétablissement de la liberté religieuse. La récente proclamation de l' « autonomie » diplomatique des Républiques fédérées de l'U.R.S.S. atteste que le Parti Communiste unique tient si bien en main les gouvernements nationaux du Caucase et de l'Asie centrale qu'il estime pouvoir les manier à son gré de cette façon inédite.

Nous savons fort peu de choses de la vie quotidienne en U.R.S.S., mais le peu que nous savons montre un système inflexible persévérant dans ses voies coutumières. A la baisse des salaires réels, au rationnement inégal, au surmenage imposé par les industries de guerre, on n'a cherché de remèdes que dans la hiérarchisation du salariat, la discipline,

la répression et la propagande. La peine de mort continue à être appliquée sur condamnations secrètes. Des millions de déportés contrôlés par le Guépéou peuplent les régions écartées. Les kolkhoses continuent à vivre sous la direction des bureaux du centre... Le délabrement des transports devait, semble-t-il, faciliter le retour à une certaine autonomie locale; aucun indice ne nous a confirmé dans cette opinion... Le pouvoir absolu n'a accompli de grands changements que dans le domaine de l'idéologie. La presse officielle — la seule qu'il y ait — est étrangement morte : dépourvue d'idées et de vraie information, remplie en revanche de listes de héros décorés et d'adulations au « Chef génial » (moins qu'en temps de paix toutefois...). J'ai sous les yeux des publications de Moscou dans lesquelles on chercherait en vain les mots *prolétariat, révolution, communisme, socialisme, internationalisme, solidarité;* ces mots appartiennent au vocabulaire des temps révolus. L'idéologie actuelle est celle d'une guerre nationale qui tend à devenir « raciale » avec le développement du panslavisme; et d'une guerre non de transformation sociale, mais de conservation sociale, *comme le disait il y a deux ans une brochure d'agitation officielle :* il s'agit de sauver, de conserver l'acquis et non d'aller de l'avant... Que rien de la civilisation européenne ne puisse être réellement sauvé sans une profonde transformation sociale, cette évidence répugne plutôt à la propagande d'un régime *dont le seul instinct de conservation dicte la politique intérieure et la politique extérieure.*

Nous allons voir dans quel sens le seul souci de survivre oriente la politique de cet Etat totalitaire.

II

## Il s'agit du régime social de l'Europe

A l'intérieur, le « Chef génial » se présenta, à partir de la fin de la grande famine (1936) comme « l'organisateur de la vie heureuse ». En 1937, faisant fusiller les compagnons de Lénine au nom du léninisme intégral, il « sauvait l'U.R.S.S. des complots de l'impérialisme mondial ». Au début de la guerre, allié de fait à Hitler, il était l'homme de la « politique de paix... » De la « vie heureuse », il ne reste que sueur, sang et larmes; la dévastation et l'invasion ont prouvé combien l'U.R.S.S. s'était affaiblie en détruisant ses cadres militaires, politiques, intellectuels et culturels à la veille de la conflagration mondiale. De la « politique de paix », mieux vaut ne point parler... Pour le lecteur de journaux américains, Staline, le vainqueur de Stalingrad, peut faire figure de grand général-homme d'Etat; pour le citoyen soviétique un cauchemar de responsabilités apocalyptiques pèse sur le chef, caractérisé



par sa capacité extraordinaire de provoquer les catastrophes et de leur survivre... (A la présente catastrophe, une vingtaine de millions de citoyens soviétiques n'ont pas survécu...) Le fait le plus grave dans cette situation, c'est qu'une forte génération d'hommes nouveaux, de cadres nouveaux, susceptibles de former pour le gouvernement, et même pour un changement de régime, des équipes de rechange, a surgi du creuset infernal de la guerre. Des généraux capables, des chefs de partisans, des administrateurs d'industries, des paysans tenaces à défendre et faire produire la terre se sont formés par milliers, reconstituant une élite, à la place de l'élite révolutionnaire exterminée en 1936-1938. Et cette élite nouvelle, on ne peut pas la détruire; il est probable que les jeunes généraux, trempés au feu après avoir vécu les épurations (plusieurs passèrent eux-mêmes par les camps de concentration et frôlèrent l'exécution) ne se laisseront pas fusiller sans résistance comme naguère les Toukhatchevski et les Mratchkovski, dévoués, vieillissants et surpris. A la fin de la guerre ou avant, le Bureau Politique se trouvera en présence de masses profondément misérables, au sens matériel du mot, aguerries et inspirées par une élite énergique. Les calamités publiques seront trop grandes pour que la division de la population en privilégiés et déshérités puisse être une solution. *Le régime ne pourra subsister qu'en faisant une politique de soulagement et d'état de siège.* A cette fin, il doit poursuivre la conquête d'avantages matériels immédiats et maintenir une tension suffisante en politique étrangère pour pouvoir exploiter la notion du péril national. Des bouleversements révolutionnaires étant à peu près certains sur toute l'étendue du continent européen, le régime devra se prémunir contre leur influence qui trouverait en U.R.S.S. un terrain favorable. D'où la nécessité d'établir autour des frontières de l'U.R.S.S. une zone de sécurité sociale, dans des Etats contrôlés (Finlande, Pologne, Tchécoslovaquie, Balkans).

La reconstruction de l'U.R.S.S. ne peut apporter aux populations un soulagement immédiat ou prompt que si elle se fait avec le concours d'industries étrangères, tout en échappant largement au contrôle des maîtres de ces industries qui pourraient être tentés de poser leurs conditions. L'existence même du régime totalitaire ne permet évidemment pas d'envisager l'hypothèse la plus souhaitable d'une reconstruction générale, planifiée, de l'Europe entière par des démocraties du travail associées. (Les socialistes polonais sont jusqu'ici les seuls à y avoir pensé et l'on sait quelle est l'attitude des communistes-totalitaires envers eux.) La domination des industries de l'Europe centrale, c'est-à-dire des pays germaniques et de la Tchécoslovaquie permettrait seule au régime de maintenir les populations sous une haute tension doublée de haute surveillance tout en leur assurant des avantages matériels à brève échéance. Et c'est là le but qui est, qui sera inlassablement poursuivi. Il est facile

de concevoir une domination par personnes interposées, avec des républiques camouflées, d'apparence « démocratique », « populaire » et même « socialiste » à la rigueur... Dans tous les cas, trois écueils sont à éviter et dès maintenant l'on s'y attache : L'influence anglo-américaine en ce qu'elle a de conservateur comme en ce qu'elle a de libérateur doit être combattue; le capitalisme traditionnel ne peut être ni maintenu, ni rétabli; la révolution socialiste doit être réprimée ou canalisée à en devenir méconnaissable. Le travail commandé par ces multiples nécessités est difficile et sous-entend des actions contradictoires en apparence. Il s'agit d'exploiter les aspirations démocratiques en falsifiant la démocratie; de maintenir un certain capitalisme organisé en se le subordonnant; de beaucoup promettre aux masses en les flattant, afin de les détourner de l'action indépendante et des initiatives révolutionnaires.

Du point de vue de l'économie européenne, la vision d'ensemble apparaît tragiquement simple. Le système totalitaire stalinien ne se sent pas compatible avec des organisations sociales différentes, qui seraient voisines et dans lesquelles l'homme jouirait de plus de bien-être matériel et de liberté. Ce voisinage explosif, il faut l'éviter à tout prix. On voit qu'en tout ceci la « réalisation des ambitions séculaires de l'empire des Tsars » pèse bien peu de chose. Il s'agit, pour des raisons autrement profondes, du régime social de l'Europe de demain.

Je n'ai pas, dans ces brefs exposés, touché aux problèmes de l'Asie: ils sont d'une complexité différente et nous réservent de grandes surprises. Je n'ai pas non plus envisagé les possibilités ou les probabilités de changements politiques dans l'U.R.S.S. même, encore que ce soit une question capitale. Je me suis borné à considérer les faits et les lignes de force qui les dominent aujourd'hui.

1944.

# LA REVOLUTION RUSSE ET L'IRAN

Les événements du nord de l'Iran ne constituent pour ceux qui connaissent bien l'histoire du Komintern qu'une répétition — couronnée de succès — de ceux de 1920-1921, que je suivis à Pétrograd et Moscou, dans les postes d'observation les meilleurs... La révolution russe, bloquée à ce moment, cherchait à étendre son influence en Asie, principalement en direction de l'Inde. En 1919, un parti se forma, d'inspiration révolutionnaire russe, dans les provinces du nord de la Perse. l'Azerbeidjan et le Ghilan, où les infiltrations du Caucase et de la Caspienne sont faciles. Le parti Adalyat fut mentionné



avec éloge dans un des premiers numéros de la revue officielle *L'Internationale Communiste*. Le Komintern faisait rapidement traduire en persan de la littérature de propagande et il m'arriva d'assister à une discussion comique avec un traducteur persan qui expliquait que les mots « prolétariat, prolétarien » n'existant pas dans sa langue, il avait dû les inventer... Le noyau du nouveau parti se forma de bons révolutionnaires de Bakou et de combattants musulmans de la guerre civile, parmi lesquels les aventuriers étaient naturellement nombreux. Le parti végéta jusqu'en 1920. A ce moment, il déclencha en marge de la mer Caspienne, principalement dans le Ghilan, parce qu'il n'était pas assez fort dans la ville de Tabriz, un mouvement insurrectionnel qui remporta quelques succès et que les journaux de Moscou mentionnèrent comme un commencement de révolution. Que la situation sociale en Perse s'y prêtât, cela ne fait pas de doute. La misère et la corruption affrontaient un ancien régime à la fois patriarcal et inhumain. L'initiative et le gros des forces actives vinrent néammoins de Russie. Un intellectuel persan Koutchouk-Khan, fut le chef nominal du mouvement; sa photo demeura longtemps dans les Musées de la Révolution. C'était celle d'un homme très maigre, à lunettes, d'aspect européen. J'ai tout lieu de penser qu'il fut un militant idéaliste sincère. Deux à trois mille partisans sélectionnés dans les troupes qui avaient fait la guerre civile en Russie, dont beaucoup ne connaissaient pas la langue du pays, formèrent l'armée révolutionnaire. Ils étaient placés sous le commandement de mon ami Iakov Blumkine, celui-là même qui avait tué à Moscou l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach, et qui plus tard devait organiser la première armée de la République Populaire de Mongolie et finir en 1929 fusillé pour avoir visité Trotsky à Stamboul. Blumkine et ses commissaires obéissaient aux ordres directs de Moscou et non du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste qui, en théorie, eût été la seule autorité compétente, mais du Comité Central du Parti russe auquel ils appartenaient fidèlement. C'est ainsi qu'ils reçurent un jour en plein combat l'ordre « d'arrêter et liquider le mouvement ». Le Comité Central de Lénine s'était convaincu que des complications internationales allaient surgir, il adoptait une attitude conciliante vis-à-vis de l'Angleterre et de la France et la « révolution en Perse » lui paraissait dans ces conditions plus que superflue, gênante. Koutchouk Khan et ses amis perses refusèrent d'obéir et il fut question de les passer par les armes. J'ignore du reste comment finit Koutchouk-Khan, je sais seulement, de la bouche de Blumkine, que la décision fut prise de le tuer s'il persistait dans son refus de liquider le mouvement. L'insurrection cessa comme elle avait commencé. Les partisans russes repassèrent la frontière ou s'embarquèrent dans des felouques et rentrèrent à Bakou par la mer.

Ces événements se placent symboliquement entre deux actes diplomatiques. En 1919, la Perse avait annulé son traité avec l'Angleterre;

le 26 février 1921, la Perse conclut un traité avec la République Soviétique. Le gouvernement de Moscou annulait généreusement tous les accords imposés à la Perse par les Tsars, renonçait au traitement privilégié des citoyens russes en Perse, annulait une dette de la Perse à la Russie de 62 millions de roubles, renonçait aux concessions économiques obtenues auparavant par la Russie, autorisait la Perse à former une flotte dans la Caspienne et cédait à ce pays le village frontière de Firouzé et la petite île d'Achour-Adé. C'était, on le voit, de bonne et intelligente politique, en rupture avec la tradition impérialiste, afin d'acquérir la sympathie d'un pays alors engagé dans une importante réforme politique par Reza-Khan. La Perse, de son côté, accordait aux Russes des pêcheries, s'engageait à ne céder à aucune puissance étrangère les concessions abandonnées par les Russes et s'engageait à laisser pénétrer sur son territoire l'Armée rouge au cas où d'autres troupes étrangères entreraient dans le pays. Les deux pays prenaient un solennel engagement de non-intervention dans leurs affaires intérieures. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, ils vécurent en bons termes sous le régime établi par ce traité.

Les cartes économiques de la Perse publiées en U.R.S.S. par les Editions de l'Etat et notamment dans les *Encyclopédies Soviétiques*, c'est-à-dire élaborées par des experts officiels, continuèrent néammoins à désigner tout le nord de la Perse, c'est-à-dire tout le pays en bordure de la Caspienne, du Caucase, de la Turquie et du nord de l'Irak comme « régions économiquement dépendantes de l'U.R.S.S. », cette région comprenant les villes de Tabriz, Meshkhed, Kazvin, Astrabad et les ports de Pehlevi, Khorrem-Abad, Bender-Shah et même par ailleurs, dans le désert, à la frontière de l'Afghanistan les petites villes de Tourbet Sheikh-Djam et Kariz, en un mot tout ce qu'un réseau routier peut rattacher à la Caspienne. Une carte officielle que je possède situe la capitale de l'Iran, Téhéran, à la limite de la région, mais plutôt à l'intérieur de celle-ci.

*Mexico*, janvier 1946.



# IMPORTANCE DE LA MONGOLIE

PLUSIEURS noms de pays de l'Asie centrale, encore à peu près inconnus du grand public, sont destinés à lui devenir de plus en plus familiers. Les problèmes de la réorganisation économique et politique de l'Asie sont posés. La Chine a obtenu à la Conférence du Caire une promesse de reconstitution de son intégrité territoriale qui sera difficile à tenir; elle a obtenu l'évacuation par les Russes du Sinkiang ou Turkestan chinois, sans pouvoir à vrai dire rétablir son autorité dans ce vaste pays dont les relations commerciales avec l'U.R.S.S. sont plus faciles et plus avantageuses qu'avec la Chine lointaine et dépourvue d'industries. Il n'a pas encore été question des « Républiques Populaires » de Tanna-Touva et de Mongolie, complètement soviétisées en fait, bien qu'en droit, et plus encore par leurs traditions, leurs mœurs et leur religion, elles fassent partie de la Chine. Ce sont d'immenses territoires fort peu peuplés, mais susceptibles d'un grand développement économique, et dont l'importance stratégique s'accroît de façon peut-être colossale. Les steppes et les déserts n'offrent plus de difficultés insurmontables à l'avion et à l'auto, ces instruments essentiels de la conquête moderne. Et si l'on considère le désert de Gobi, le plus vaste, qui sépare la République de Mongolie des territoires communistes de la Chine, on s'aperçoit que nulle part sa largeur ne dépasse huit cents kilomètres, trois heures de vol d'avion. Des pistes de caravanes et d'autos le traversent d'ailleurs.

L'empire russe, poursuivant ses desseins d'expansion vers la Chine centrale et la Mandchourie, mit à profit la révolution chinoise de 1911 pour soumettre à son influence toute la Mongolie dite extérieure et la mystérieuse enclave de Tanna-Touva, située entre la Mongolie et la fertile région de Minoussinsk, en Sibérie. Ce petit pays sans physionomie propre, grand comme deux fois le Portugal et peuplé de moins de 100.000 habitants bénéficia d'une autonomie administrative complétée par une colonisation russe efficace et rapide, que de sanglantes répressions facilitèrent. Les partisans rouges l'envahirent en 1920, en poursuivant des bandes blanches Un Parti Révolutionnaire Populaire y fut fondé en 1922 et l'U.R.S.S., tout en renonçant officiellement au protectorat russe sur Tanna-Touva, seconda l'établissement d'une « république indépendante » qui n'a de relations diplomatiques, économiques, financières et militaires qu'avec la Russie. La situation spéciale faite à Tanna-Touva ne semble s'expliquer que par les gisements de houille, de pétrole, d'or, de cuivre, de fer, d'asbest, encore inexploités pour la plupart, que les géologues russes y ont découvert depuis longtemps. La

coopération soviétique a éliminé du pays le commerce chinois; la collectivisation agricole y a été imposée au prix d'une insurrection paysanne réprimée en 1930. L'indépendance de Tanna-Touva ne s'atteste pour le moment que par de beaux timbres-poste.

Plus grande que la France, l'Espagne et l'Italie réunies, la République de Mongolie ne semble pas avoir les mêmes richesses, mais elle constitue un carrefour de grandes routes stratégiques. Peuplée d'un million et demi d'habitants, pour la plupart mongols nomades, elle est relativement riche puisque la statistique y indique environ dix têtes de bétail et chevaux par habitant. L'influence russe la détacha de la Chine en 1911; la Chine lui reconnut l'autonomie en 1915. Pendant la guerre civile de la révolution russe, l'armée blanche du baron Ungern-Sternberg, secondée par des agents japonais, tenta d'y établir un « Empire mongol ». Ungern n'était qu'un demi-fou sadique, il fut traqué, pris et fusillé par les partisans rouges de Sibérie qui envahirent la Mongolie. Les événements y suivirent ensuite un développement standardisé. 1° Formation d'un Parti Révolutionnaire Populaire, avec des instructeurs communistes éduqués dans les Universités du parti de Moscou; 2° Congrès de Représentants du Peuple et proclamation de la République, avec une constitution semi-soviétique; 3° Luttes sociales longues et confuses, sur deux terrains différents : contre les féodaux, l'influence chinoise, l'Etat théocratique des lamasseries boudhistes d'une part, et de l'autre, luttes au sein du parti, assez exactement parallèles à celles qui divisèrent le P.C. russe et suivies des mêmes évolutions idéologiques et des mêmes répressions; 4° Création d'un Etat russifié et soviétisé, création d'écoles, de routes, de lignes d'aviation, formation d'une armée.

Le premier grand organisateur militaire de la Mongolie fut Iakov Blumkine, l'ex-terroriste socialiste-révolutionnaire qui en 1918 avait tué à Moscou l'ambassadeur d'Allemagne, comte Mirbach; Blumkine lui-même devait être fusillé en 1929, à Moscou, pour avoir eu un entretien avec Trotsky à Stamboul. Le chef mongol de l'armée naissante périt empoisonné lors d'un voyage qu'il fit par le transsibérien à l'époque des procès de Moscou. La « Droite » du Parti Révolutionnaire Populaire, accusée à la même époque (1936-38) de sympathiser avec « les féodaux, les lamas et les agents japonais » fut exterminée sans bruit. Dans l'entretemps, la structure de la République Populaire de Mongolie se stabilisait sur les bases suivantes : Parti unique, avec monopole de la presse, affilié au Komintern; étatisation du commerce par la coopération, sur le modèle soviétique; création d'une Banque de Mongolie; accords économiques avec l'U.R.S.S.; planification, socialisation des richesses naturelles et du sol, déclarés « propriété du peuple travailleur »; administration russe faiblement camouflée et régime policier.

La Mongolie dite intérieure, demeurée chinoise, plus peuplée puis-



qu'on lui prête entre 5 et 8 millions d'habitants, subit une longue période trouble. Un Parti Populaire Révolutionnaire tenta d'y prendre le pouvoir, échoua, dut finalement chercher refuge à Oulan-Bator (anciennement Ourga), capitale de la République de Mongolie. Les Japonais s'y établirent finalement et, en 1937, fondèrent une sorte de principauté vassale, le Khokohonto. Mais une partie de la Mongolie intérieure est aujourd'hui soumise à l'influence des communistes chinois.

Plusieurs fois la guerre faillit éclater en 1937-1938 entre l'U.R.S.S. et le Japon dans la région des lacs où la Mongolie soviétisée et la Mandchourie se touchent à peu de distance des chemins de fer transsibérien et transmandchourien. Une armée mongolo-russe, commandée par des généraux russes, opposa aux agressions japonaises une résistance si ferme que Tokio hésita à s'engager à fond. L'U.R.S.S. se déclarait prête à tenir ses engagements militaires envers la Mongolie alliée, c'est-à-dire à risquer un conflit extrêmement grave pour défendre cette position. L'U.R.S.S. s'inspirait en la circonstance des raisons défensives les meilleures : l'occupation de la Mongolie extérieure par les Japonais eût mis en péril toute la Sibérie orientale en permettant à l'ennemi d'attaquer Irkoutsk, la région du lac Baïkal et de couper ainsi en deux la Sibérie. La chute, maintenant imminente, de l'impérialisme japonais soulage l'U.R.S.S. de toute inquiétude dans cette région vitale et transforme la République de Mongolie en une excellente base d'opérations pour l'expansion russe en Asie centrale et vers l'intérieur de la Chine.

La Mongolie extérieure est en effet pourvue d'un réseau de routes et de pistes praticables pour l'auto, qui rayonne de la capitale, Oulan-Bator, elle même rattachée à Verknéoudinsk sur le transsibérien par quelque 600 kilomètres de route. A l'ouest, une route vers le Sinkiang-nord; à l'est une autre, vers Khailar en Mandchourie; au sud, plusieurs vers la Chine, à travers le désert il est vrai; une piste rejoint par les steppes le vieux chemin des caravanes, connu sous le nom de Route de la Soie qui, dès le moyen âge, rattachait la Chine à l'Iran et joua un si grand rôle dans les échanges de plusieurs civilisations. Lorsque, il y a dix ans, les armées communistes de la Chine, obéissant à des ordres très prévoyants, effectuèrent sous le commandement de Mao-Tsé-Dzioung leur étonnante retraite vers les contrées qu'elles occupent aujourd'hui, il fut évident qu'elles cherchaient à se rapprocher de la Mongolie soviétisée. Sitôt que la débâcle du Japon se fera sentir dans le Jehol, le Chahar (Mongolie intérieure), le Parti Révolutionnaire Populaire de ces provinces sortira de la clandestinité et la jonction se fera d'elle-même entre la Chine communiste, avec ses 80 millions d'habitants, et la République Populaire de Mongolie, susceptibles de ne former qu'un bloc territorial adossé au transsibérien.

(Publié dans le *New Leader* de N.-Y. 1945.)

# L'ALTERNATIVE : DEMOCRATIE RUSSE

A peine la IIe Guerre Mondiale s'est-elle terminée que le spectre la IIIe Guerre Mondiale s'est levé sur le monde. Quiconque a le simple courage de regarder la réalité en face ne saurait le nier. Est-il question d'une nouvelle organisation de l'Europe pour la reconstruction et la paix durable, d'une organisation des relations intercontinentales avec une nouvelle Europe confiante en elle-même, en l'avenir et donnant l'exemple d'une généreuse marche à l'avenir ? Il est question d'armements secrets, de bombe atomique, de création d'armées et de flottes. Les conflits ouverts sont plus nombreux, plus saignants qu'à la veille de Münich 1938 ou au lendemain. La diplomatie est plus secrète, plus amère, plus difficile. Finlande, Pologne, l'Europe centrale, les Balkans, Trieste, le Moyen-Orient, les Dardanelles, la Turquie, l'Iran, la Chine, la Corée, autant d'abcès douloureux sur la chair des peuples. N'omettons ni le problème de l'Inde, ni l'Indonésie, ni l'Indochine en un temps où l'interdépendance des nations est telle qu'on voit des armées américaines au Japon et en Allemagne, des Polonais en Afrique et en Italie, et qu'on a trouvé en Angleterre des prisonniers Thibétains qui avaient successivement appartenu à l'Armée Rouge et à la Wehrmacht. La preuve est faite que le salut de chacun dépend désormais du salut de tous. La preuve est faite — à Hiroshima et à Nagasaki — que la puissance destructrice de la technique moderne suspend sur la civilisation un danger mortel infiniment plus grand que ceux auxquels nous survivons.

D'excellents libéraux britanniques, accoutumés à suivre professionnellement la politique des puissances, proposaient dans *The New States man and Nation* (1er déc. 1945) la formation d'un Bloc occidental des pays européens, « making it clear that Britain and the higly vulnerable Western seaboard of Europe will adopt a policy of strict neutrality in case of war between America and Russia ». Je ne cite ces lignes caractéristiques que pour souligner leur contenu d'inquiétude précise. La multiplicité, la gravité, la profondeur des conflits entre l'U.R.S.S. totalitaire et la majorité des autres pays justifient toutes les craintes. Pour nous, socialistes, le contraste entre la fin de la IIe Guerre Mondiale et la fin de la première est saisissant. 1917-1918 furent les années des plus vastes espérances révolutionnaires, c'est-à-dire humanistes et démocratiques. 1945-1946 nous offrent le spectacle de la famine sur les ruines, de l'oppression sur la famine et souvent du désespoir. L'intervention armée du Totalitarisme soviétique a empêché la naissance d'une démocratie polonaise de type nouveau que les aspirations socialisantes



des masses eussent marquée avec force. La même intervention jugule les mouvements populaires des Balkans et, par divers canaux, se fait sentir jusqu'en France où la pensée libre est atteinte. A ma connaissance, aucun journal français d'aujourd'hui n'ose publier une information véridique sur le régime russe et sur ce qui se passe dans les pays récemment conquis par ce régime. L'Armée « rouge » est à Berlin, en Thuringe; le P.C. français dispose de 25 % des masses électorales : on se garde d'affronter tant de puissance.

L'étonnant, le stupéfiant, c'est que personne ne semble vouloir rechercher la seule alternative pratique et juste à la guerre que l'on voit venir. Pour mener leurs pays à la guerre d'agression, Hitler et Mussolini durent assassiner d'abord la démocratie. Dans le monde de nos jours, bien plus que dans celui d'hier, il est évident qu'un pays d'assez libre opinion, d'assez libre information, gouverné par des majorités librement élues, ne peut pas poursuivre une politique d'agression et de conquête; pas plus qu'il ne peut fusiller dans les ténèbres ses citoyens doués de courage critique. La politique d'agression et l'exécution secrète des opposants se tiennent étroitement. L'avènement de la démocratie en U.R.S.S. — d'une démocratie qui, sur les fondements économiques donnés, ne pourrait être que socialiste — mettrait nécessairement fin aux conflits internationaux en cours de développement. La puissance de paix d'une Russie fédérative et libre serait telle que l'avenir du monde pourrait être assuré. Tous ceux qui connaissent réellement le peuple russe savent son esprit libertaire; son sens de la communauté humaine et qu'il subit le Totalitarisme comme un effroyable étouffement. La « Résistance » russe au nouveau despotisme a bien derrière elle son demi-million de morts. D'innombrables indications nous attestent que, sous des formes spontanées, sporadiques et le plus souvent inconscientes au sens purement politique du mot, elle continue. L'homme russe n'a pas, ne peut pas renoncer à ses droits. Ceux qui réclament la liberté pour l'Inde ou l'Indonésie font preuve d'une singulière défaillance en ne la réclamant point pour le peuple russe. Lisez Norman Thomas, lisez Arthur Kœstler, lisez le grand livre de mon ami Anton Ciliga, rescapé des prisons soviétiques. Rouvrez le livre de documentation irréfutable — et irréfutée — que je publiai moi-même en sortant des mêmes prisons après quinze années de travail au sein de la révolution russe, *Destin d'une Révolution*. Et David J. Dallin, et W. H. Chamberlin, et Alexandre Barmine, et l'assassiné Walter Krivitsky ! Et Victor Kravtchenko ! Parcourez les deux forts volumes de la Commission John Dewey sur l'Affaire Trotsky. Les témoignages abondent, non seulement sur le despotisme mais aussi sur la résistance au despotisme.

L'U.R.S.S. est sortie de la guerre avec une économie dévastée, vingt millions de morts et une muraille de Chine a demi-détruite. Des

millions de combattants russes et asiatiques connaissent maintenant l'Occident, un Occident vaincu, ruiné, mais où le standard de vie matérielle — et de liberté ! — de l'homme moyen était plus élevé que chez eux. L'U.R.S.S. a formé par la guerre des millions d'hommes nouveaux, énergiques, pleins d'aspirations confuses à plus de justice. Ils ont l'expérience de l'écroulement catastrophique du Totalitarisme nazi : cela fait réfléchir. Ils ne peuvent vouloir que quelque bien-être, plus de liberté, la collaboration avec le monde. Si la reconstruction du pays se fait par les moyens du Totalitarisme, ils n'obtiendront rien, les armements tueront le bien-être et la liberté. Le régime leur inculquera la psychologie de l'encerclement, c'est-à-dire de la peur organisée pour l'attaque préventive. Mais rien ne sera décidé dans ce sens avant un certain temps. Tous les renseignements que nous possédons nous portent à conclure que la poussée démocratique en U.R.S.S. ouvre en ce moment sinon une crise du pouvoir du moins, pour le régime, une période de malaise et de recherche d'expédients. L'avènement d'une démocratie est devenu une possibilité pratique. Les fondateurs du Totalitarisme sont usés, un choix s'impose pour l'avenir, un choix de paix ou de guerre.

Il serait criminel, à ce moment, de faire le silence sur le problème de la démocratie russe. Le devoir est de la préconiser, de la soutenir par tous les moyens dont nous disposons : ceux de l'information, de l'intelligence, de l'intervention morale.



# LES FORCES DEMOCRATIQUES EN U.R.S.S.

Si l'on craint généralement de poser le problème — brutalement posé aujourd'hui par les événements — de l'avènement de l'U.R.S.S. à la démocratie, c'est pour plusieurs raisons visibles : 1. Le régime totalitaire a fait preuve, en temps de guerre, de stabilité et d'une énergie prodigieuse. L'on oublie à ce propos qu'il n'a été sauvé de la défaite qu'il s'était lui-même préparée que par l'intervention technique des alliés Anglo-Américains. — 2. L'audacieuse politique de conquêtes de ce régime semble indiquer une puissance raisonnablement inconcevable. On ignore à ce propos la psychologie combative formée par la révolution et par l'absolutisme qui succéda — par la violence — à la révolution. Cette psychologie n'est pas celle de la retraite dans les situations graves, mais au contraire de l'offensive désespérée avec inflation consciente de puissance. Le régime n'est aussi agressif que parce qu'il n'a pas d'autre issue. Il cherche à se stabiliser à nouveau par le pillage, l'extension, l'état de siège à l'intérieur, l'exploitation du péril national. — 3. On redoute de contrarier ses représentants, ses agents et ses partisans à l'étranger, particulièrement sensibles sur ce point, précisément parce qu'ils savent que la revendication de la démocratie russe constitue contre eux l'argument le plus décisif. Si l'opinion mondiale pesait dans ce sens, le Totalitarisme démasqué serait aux abois. Mais il y a là, disons les mots exacts, un grand fait d'aveuglement et de lâcheté. Peur de voir la réalité, peur de prévoir, refus de vouloir. Cela fait un grand contraste avec les temps où l'Autocratie russe se préparaît à fêter son tricentenaire, scellait son alliance avec la France et son amitié avec l'Angleterre, et où cependant la plupart des grands intellectuels du monde n'hésitaient pas à dénoncer les crimes des Tsars et à proclamer leur sympathie avec la future révolution russe. Le courage de notre monde pensant a bien baissé. — 4. Les conservateurs et réactionnaires, en tous pays, craignent des changements dont les conséquences leurs paraissent imprévisibles. Ils préféreraient au fond s'entendre avec un absolutisme qui deviendrait un peu plus souple, un peu plus éclairé. On ferait de bonnes affaires! Encore l'aveuglement, intéressé cette fois. On peut faire de bonnes affaires avec un Totalitarisme armé, à la condition d'ignorer où il mène; qu'il est dominé par son besoin d'expansion économique et politique et ne va de la sorte qu'à la guerre. Tandis qu'une démocratie socialiste, inquiétante par ses aspirations sociales et son rayonnement de générosité (avec laquelle, du reste, on pourrait aussi faire de bonnes affaires, dans la mesure où les bonnes affaires sont encore possibles en ce monde...) assurerait du moins la paix et le relèvement de l'Europe.

Considérons cependant quelles forces sociales exercent en Russie leur poussée vers la démocratie. En dépit de l'industrialisation, l'U.R.S.S. est demeurée dans la mesure de plus de 70 % un pays paysan. Avant de se plier à la collectivisation imposée par l'Etat, les paysans ont soutenu une lutte de plusieurs années, dont les conséquences furent la famine et la déportation de plusieurs millions d'entre eux. Le régime des kolkhozes s'est adouci quelque peu, mais ceux-ci restent administrés par les agents de l'Etat-Parti. Les paysans entendent s'émanciper de cette tutelle, élire librement les dirigeants de leurs coopératives, revenir parfois à la culture individuelle, n'être pas frustrés de la majeure partie de leur production, avoir en tous cas l'assurance de manger l'hiver à leur faim.

Le prolétariat subit la tutelle de syndicats étatisés en même temps qu'une législation du travail draconienne. La formation de syndicats authentiques et l'établissement d'une législation du travail analogue à celle des grands pays civilisés constituent pour lui des revendications élémentaires. Cela sous-entend (comme pour le reste de la population) l'abolition des passeports intérieurs, le droit de se déplacer librement dans le pays, le droit de grève (que Lénine voulut maintenir). En dehors d'une aristocratie ouvrière peu nombreuse, sa condition matérielle est souvent terrible. La liberté lui ouvrirait des voies d'amélioration.

Les techniciens, intellectuels, fonctionnaires de l'Etat (instituteurs, postiers et autres...) formant les cadres véritables de la société ne peuvent que souhaiter une organisation plus rationnelle, plus humaine, plus équitable, le droit de critique et de proposition dans le travail. La pensée dirigée par l'Etat-parti dans ses moindres manifestations inflige aux hommes de science, aux écrivains, aux artistes une insécurité permanente doublée d'un sentiment d'étouffement que la littérature soviétique actuelle révèle avec éclat. Ils aspirent à la pensée libre, au libre contact avec le monde extérieur, à la fin des censures.

L'ensemble des citoyens — et cela, je le sais d'expérience vécue — aspire à la sécurité : se coucher sans avoir à craindre de disparaître dans la nuit, pour une raison futile, et de se réveiller dans un camp de concentration. Retour à une légalité réelle, à une justice civilisée, aux libertés fondamentales. Les revendications des anciens combattants se confondent avec celles de la population; les cadres de l'armée sont formés de techniciens de la guerre.

Les nationalités dites fédérées, en réalité dominées, Turks de l'Azerbeidjan, Géorgiens du Caucase, Arméniens, Mongols, Ukrainiens, Blancs-Russiens, ont soutenu, soutiennent encore des luttes infiniment cruelles pour l'autonomie véritable — et non plus purement linguistique et formelle sous l'égide du parti unique. La suppression administrative de cinq républiques autonomes, accusées de défaitisme pendant la guerre, prouve jusqu'où peut aller leur désaffection.



La simple constatation des faits suggère dès lors le programme élémentaire de la démocratisation de l'U.R.S.S. — I. Abolition des passeports intérieurs, de la justice secrète exercée par la Police d'Etat, des camps de concentration contenant des millions de travailleurs condamnés sans jugement réel et sans droit de défense. — 2. Abolition du Parti-Unique dont la dictature est établie par l'article 126 de la Constitution. Liberté politique, vote libre et secret, légalisation de partis soviétiques. Liberté de la Presse, liberté de la pensée exprimée. — 3. Libération des paysans par la coopération réellement volontaire. — 4. Formation d'assemblées réellement élues sur la base de la liberté d'opinion. Statut de la presse assurant l'information honnête et le droit d'expression des groupements et des individus. — 5. Châtiment légal, après enquêtes publiques, des crimes commis par le Totalitarisme contre les citoyens.

Les cadres de la démocratie russe existent et ce sont même eux qui font vivre l'organisme soviétique. Quiconque a vécu en U.R.S.S. connaît la valeur et le dévouement à la chose publique des « spécialistes sans parti » et d'une minorité de fonctionnaires du parti qui, subissant le régime policier, constituent en réalité l'armature humaine de l'immense pays. Toute confiance placée en ces travailleurs sans droits serait largement justifiée.

# LES OPPOSITIONS EN U.R.S.S.

## Pendant la Révolution

TANT qu'il se rattacha au mouvement socialiste européen, c'est-à-dire jusqu'en 1927, le parti bolchévik demeura caractérisé par la vitalité de ses courants intérieurs et, puisque c'était un parti de gouvernement, de ses oppositions. Dès le printemps 1918, une forte minorité (avec Boukharine, Radek, Piatakov, Vladimir Smirnov) se dressait contre la politique de Lénine. Lénine espérait faire par la modération, l'économie d'une guerre civile; s'en tenir au contrôle de la production, établir des trusts industriels mixtes dans lesquels les capitalistes eussent conservé 49 % des actions; faire une paix provisoire avec l'Empire d'Allemagne afin de laisser mûrir les événements en Europe centrale... La critique extrémiste et romantique l'accusa de modérantisme, d'opportunisme, d'aveuglement. Les circonstances refirent l'unanimité en engageant le parti dans la voie des nationalisations complètes, de l'état de siège et de la terreur.

En 1920, l'Opposition Ouvrière, comptant plusieurs centaines de militants qualifiés et des milliers de sympathisants, dénonce impitoyablement « la dictature de la bureaucratie sur les travailleurs ». Les brimades et les menaces étouffent sa voix, sans persécution toutefois. La Nep facilite sa dissolution. Il est juste de reconnaître que l'Opposition Ouvrière avait raison; mais elle heurtait l'immense confiance de la majorité en l'avenir. A la même époque un vieux bolchévik, combattant de 1905, Miasnikov, exige en vain la liberté de la grande presse « pour tout le monde, des monarchistes aux anarchistes ». Exclu du parti, il est paisiblement déporté en Arménie (1). Un autre, Paniouchkine, fonde à Moscou un « Parti Soviétique » qui demande l'application de la Constitution. Egalement déporté (2).

Dès 1922, la maladie de Lénine ouvre la crise du pouvoir. Au cours des courtes périodes de travail qui lui sont possibles, Lénine est hanté par des préoccupations d'opposant... Il cherche des remèdes à la bureaucratisation de l'Etat, non sans révéler une amère inquiétude. L'Opposition de Gauche se forme en 1923 (Préobrajenski, Trotski, Racovski, Piatakov, Antonov-Ovséenko, Radek...) pour souligner la faiblesse industrielle du régime, la sclérose des bureaux, l'étouffement de la vie intellectuelle et réclamer un « Cours nouveau » : minimum de démocratie intérieure, appel aux jeunes, résistance au traditionnalisme verbal. En fait, l'Opposition de Gauche pose la candidature de Trotski à la succession de Lénine et menace ainsi la nombreuse coterie des Vieux-Bolchéviks à laquelle Trotski est étranger par son passé et par sa vivacité d'esprit. Les triumvirs du Bureau Politique, Zinoviev, Kaménev, Staline déclenchent de violentes campagnes contre le « trotskysme » en exploitant les divergences théoriques du passé. La mort de Lénine amène un apaisement apparent. Des centaines d'étudiants de gauche sont chassés des universités. Une période d'épurations, d'intrigues et de corruption s'ouvre dans le Komintern.

(1) Miasnikov passa la frontière turque et vint vivre à Paris en ouvrier. Il était en France sous l'occupation nazie. Qu'est-il devenu?

(2) Je ne puis, dans une étude aussi condensée, considérer des mouvements secondaires, tels que l'Opposition militaire de 1919-20, qui ne fut qu'une coterie d'Etats-Majors; l'Opposition syndicale (Tomski) qui, en 1920-1922, défendit l'indépendance relative des syndicats; le Groupe de la Centralisation démocratique dont je mentionnerai les conclusions formulées par Sapronov et V. Smirnov; le groupe des « Jeunes Staliniens » des années 1928-1931 et plusieurs autres. On trouvera des indications sur ces mouvements dans mon livre, *Russia Twenty Years After*, NY, Hillman-Curl 1938.



## Avènement du Totalitarisme

La crise rebondit trois ans plus tard. Deux des triumvirs, Zinoviev et Kaménev, s'aperçoivent que le troisième, Staline, abusant de sa fonction administrative de secrétaire-général, a rempli les bureaux de ses créatures et qu'ils ont eux-mêmes, insensiblement, perdu le pouvoir. Le rayonnement de la révolution est compromis par les défaites de la IIIe Internationale, les difficultés économiques grandissent au moment où il faudrait passer de la reconstruction à l'élargissement de la production. La condition de la classe ouvrière reste indigente, la liberté d'opinion agonise, surtout dans le parti. Kaménev formule timidement une proposition de participation des ouvriers aux bénéfices des trusts d'Etat. — La vieille Opposition de Gauche (« trotskyste ») compte encore quelque huit cents militants qui ont gardé entre eux des attaches plus personnelles que clandestines (Moscou 600, Léningrad 100). A Léningrad 3.000 communistes environ resteront fidèles à Zinoviev jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la tombe. Elle s'unit maintenant à la Gauche sur une plate-forme de lutte contre la bureaucratie et les nouveaux riches, commerçants et paysans. La Nouvelle Opposition préconise l'industrialisation, l'impôt et l'emprunt dans les campagnes, la démocratisation du parti et de certains syndicats, l'internationalisme. Sa plate-forme réunit près de 8.000 signatures de bonne qualité, la moitié de ce que l'on espérait, mais aussi la bonne moitié au moins du parti pensant. La lutte de 1927 est très dramatique. Staline, appuyé par Boukharine et Rykov, remporte une victoire complète sur l'Opposition, exclue et mise hors la loi. Ses moyens ont été : le chômage, l'intimidation, la provocation policière, l'arrestation, la violence dans

la rue, le monopole de la presse, la doctrine du « socialisme dans un seul pays » qui signifie : Replions-nous, restons chez nous. Staline promet la paix aux paysans, repousse l'industrialisation difficile. Sa situation devient soudainement critique quand la crise du blé confirme au début de 1928 les avertissements les plus pessimistes de l'Opposition.

Mais celle-ci s'est en partie désagrégée. La tendance de Léningrad, avec Zinoviev et Kaménev, a « abjuré ses erreurs » et se fait réintégrer dans le parti où elle est traitée en suspecte, avec raison, puisqu'elle n'abjure que du bout des lèvres. Le Bureau Politique fait arrêter d'un seul coup environ 8.000 opposants. Parmi les intransigeants persécutés, un groupe fait preuve de la plus haute clairvoyance : celui de Sapronov et Vladimir Smirnov qui dénonce la formation de l'Etat policier et veut un nouveau parti... La Gauche et Trotski (déporté) blâment ce pessimisme. La Gauche se déclare pour la « réforme soviétique » par la persuasion et le regroupement des cadres. Elle est tout entière en captivité.

Le conflit mettait en présence la quasi-majorité pensante et active du Vieux parti, soutenue par beaucoup de militants de la guerre civile, d'une part; et de l'autre les bureaux dirigés par quelques vieux bolchéviks et soutenus par l'indifférence des masses. Autour des 8.000 opposants, il y avait eu dans les meilleurs moments deux à trois fois autant de sympathisants, ce qui pouvait faire entre 30.000 et 40.000 communistes sur un parti comprenant 1.061.000 membres dont 238.000 fonctionnaires formant la couche influente.

Dès 1928-1929, Staline reprend malgré lui quelques éléments du programme de l'Opposition (l'industrialisation et la lutte contre les paysans cossus), mais en les déformant désastreusement : collectivisation agricole totale, industrialisation accélérée... Les résultats sont catastrophiques. Déportation de millions de familles paysannes, famine, rationnement insuffisant, baisse verticale des salaires réels, abolition de toute liberté du travail, terreur contre les travailleurs. Les années 1929-1934 sont indescriptibles de misère et de danger. Au sein du Bureau Politique, une Opposition se reforme, que l'on appellera de « Droite » pour la disqualifier. Ses idéologues sont Boukharine, Rykov et Tomski. La « Droite » craint la chute du régime par le chaos ou la guerre, elle exige à voix basse la pacification des campagnes, une industrialisation plus rationnelle et plus humaine, la fin de la terreur, un minimum de démocratie (dans le parti et les syndicats). Elle exige la démission ou la révocation de Staline qui, selon le mot de Boukharine, « mène le pays aux abîmes et nous dévorera tous ». Il me semble évident qu'en 1932, la « Droite » eut la majorité dans les cercles dirigeants et l'immense majorité dans le pays. Mais jamais elle n'osa user de son influence, parler à haute voix, défendre ses emprisonnés.



Elle avait des talents, des compétences, un dévouement absolu, elle manqua de caractères et le régime policier plongeait les hommes les plus haut placés dans de véritables crises d'angoisse. Le Totalitarisme était fait.

## L'extermination des Bolcheviks

Le système totalitaire s'est cristallisé entre 1927 et 1930. Il n'y avait sans doute que deux moyens de faire travailler un pays affamé et mécontent : des réformes de soulagement ou l'implacable contrainte. Les réformes eussent provoqué un changement d'équipe dirigeante : on refusa d'y penser. Les procès des techniciens et des économistes socialistes (ex-menchevicks), et plus encore les exécutions secrètes, l'application de la peine de mort aux paysans, aux ouvriers et à d'infimes spéculateurs, brisèrent toutes les résistances spontanées. Une sensible amélioration économique se produit fin 1935, à la suite des concessions faites par Staline aux paysans (admission d'une entreprise privée limitée au sein du kolkhose). L'assassinat de Kirov, membre du Bureau Politique, par un jeune communiste isolé et désespéré, ouvre tout à coup la période de l'extermination du vieux parti et de la génération révolutionnaire (1936-1938). Les procès d'imposture de Moscou — et quelques autres, moins connus — n'entraînent qu'une centaine d'exécutions. Mais il y eut des milliers ou des dizaines de milliers d'exécutions sans procès publics. Le nombre des bolchéviks fusillés ne peut s'exprimer que par cinq chiffres. La statistique officielle montre qu'entre 1934 et 1939 plus de 283.000 membres du parti furent radiés. Défalcation faite des morts naturelles, il reste que plus de 250.000 communistes furent envoyés dans les camps de concentration après que la minorité la plus active eut été passée par les armes. Les seules épurations des gouvernements fédérés ne firent pas moins de 5.000 victimes. Les épurations firent aussi des coupes sombres dans la population tout entière. — A Rome, la presse fasciste s'en félicitait hautement (3).

(3) « En mars 1939, on pouvait pour le haut-commandement de l'armée et de la flotte, dresser le bilan approximatif suivant : avaient disparu, la plupart fusillés sans procès publics, 3 maréchaux sur 5, 27 généraux commandants d'armées 18 amiraux et contre-amiraux, bref 13 commandants d'armées sur 19; 15 commandants de corps d'armée sur 85, 110 généraux de division sur 195, 202 généraux de brigade sur 406, et 20 à 30.000 officiers sur un total de 80.000 officiers en service actif. » (Victor Serge, *Portrait de Staline*, Paris 1940). — Sur l'ampleur des épurations, John Scott écrit : « The purge had deva tating effects on *several millions* Soviet citizens, who were arrested and exiled. Most of these people were innocent, but some were guilty, and some... might have become excellent Nazi fifth-columnits. » (*Behind the Ourals*, p. 206.) J'ai souligné: plusieurs millions. J'observe que le chef militaire de la Cinquième colonne en Russie, le général Vlassov, loin de subir l'épuration avait fait sa carrière grâce à l'épuration.

## Les causes de la défaite

Les conclusions suivantes me paraîssent s'imposer. — 1. La Russie soviétique est, après l'Espagne, le pays qui opposa au Totalitarisme la résistance la plus tenace et la plus sanglante. — 2. Dans l'ensemble, toutes les oppositions communistes, depuis 1920, ont lutté contre la poussée du système totalitaire, sans en avoir clairement conscience, sauf dans quelques cas exceptionnels. — 3. Les autres partis de la révolution russe virent le danger avant les bolchéviks, mais il reste que la résistance la plus obstinée fut celle des bolchéviks eux-mêmes. — 4. Cette résistance fut tellement irréductible qu'elle aboutit à l'extermination complète. Il y avait donc incompatibilité absolue entre la mentalité socialiste des hommes de la révolution et le nouveau despotisme.

On ne peut dès lors s'empêcher de penser que la difficile victoire du Totalitarisme n'était nullement fatale; et que les révolutionnaires qui se dressaient sans cesse contre lui, s'ils avaient vu plus clair (et c'était possible : leur langage individuel était plus net que leurs documents politiques), s'ils avaient été moins divisés, pouvaient donner à l'U.R.S.S. une autre impulsion. (Reconnaissons aussi que la bureaucratie trouva en Staline un chef exceptionnel, à la fois suffisamment médiocre et suffisamment habile et d'une rare force de caractère.) Les Opposants furent à demi-paralysés par un sentiment passionné — la fidélité au parti menacé — et par une idéologie marxiste devenue insuffisante à l'époque de la colossale révolution technique du XX^e^ siècle. Marx, qu'ils connaissaient à fond, ne put prévoir les déplacements de forces sociales qu'entraîne l'industrie moderne et les avantages qu'elle offre à la tyrannie. Les Oppositions bolchéviks partagèrent l'optimisme du mouvement socialiste en général qui ne prévoyait pas que le Collectivisme pourrait servir à fonder une exploitation du travail effroyablement écrasante. L'attachement affectif à la révolution faisait que la moindre mise en doute de son succès apparaissait comme une hérésie à châtier; et quand celui qui venait de prononcer l'exclusion et la déportation contre ses camarades « de peu de foi » (ces mots furent surabondamment employés) se mettait à douter lui-même, d'autres opposants de demain le condamnaient à leur tour. Cela dura jusqu'au jour où il n'y eut plus de vrais socialistes qu'en nombre insignifiant. Pourvues d'une forte éducation doctrinale, les oppositions successives furent divisées par des rancunes de persécutés-persécuteurs et par des inquiétudes de théoriciens. La Gauche avait dénoncé la Droite comme capable de faciliter un glissement vers la restauration du capitalisme. La Droite avait dénoncé « l'aventurisme » et l'éclectisme intellectuel du « trotskysme ». Il fallut l'écrasement commun pour que les uns et les autres comprissent que la question vitale était celle du statut politique, de la



liberté d'opinion, du minimum de démocratie, et que le danger mortel n'était ni dans l'enrichissement très modéré des ruraux ni dans une solidarité internationale plus ou moins intransigeante, ni dans les façons de concevoir l'industrialisation d'un pays pauvre, mais dans la croissance d'un despotisme absolu et inhumain.

Les Opposants étaient d'excellents socialistes instruits et infiniment dévoués. Tous eurent à choisir maintes fois entre la persécution et la tranquille carrière gouvernementale ou le fonctionnariat — et tous renoncèrent délibérément aux privilèges et aux carrières. Le jacobinisme déformait leur humanisme marxiste. Ils étaient autoritaires, intransigeants jusqu'à l'intolérance, disciplinés jusqu'à admettre l'effacement de la conscience individuelle. Le jacobinisme leur avait réussi dans le travail de sape contre l'Empire, puis dans la prise du pouvoir, puis dans la guerre civile, puis dans la reconstruction... Réussi en gros avec de terribles ratages qui eussent dû faire réfléchir plus profondément qu'on ne le fit, comme l'échec du communisme de guerre, la tragédie de Cronstadt, l'étouffement de la critique sérieuse et des autres mouvements socialistes. Les réussites et les fautes établissaient entre les Opposants et le pouvoir des responsabilités communes. Trop longtemps ils crurent que la machine était bonne et qu'il suffirait d'en changer les mécaniciens pour que tout allât mieux. Trotski est mort avec cette idée de « l'Etat ouvrier à déformation bureaucratique ». En Russie, ce n'est qu'en 1932 que l'on commença à comprendre que la machine même était humainement intolérable. Là-dessus se réconcilièrent des hommes de Droite et de Gauche.

## Le Peuple et le Parti

Depuis 1920-1921, les masses subissaient le parti plus qu'elles ne le suivaient. Le parti savait que son isolement durerait jusqu'au retour d'un certain bien-être. Craignant l'opinion du pays, il lui refusait la parole. On disait couramment : « Laissez parler un tout petit peu et la petite bourgeoisie contre-révolutionnaire (la paysannerie d'abord) couvrira toutes les voix de ses clameurs... Nous serons emportés. Ensuite viendra une sorte de fascisme... ». C'était plausible. Mais à la faveur de l'état de siège et du silence, des éléments passifs et rétrogrades s'installaient aussi dans tous les rouages de l'Etat-parti.

L'Opposition de Gauche, la plus audacieuse, n'osa jamais aller au delà d'un programme de démocratisation progressive du parti et de quelques syndicats, pour commencer. Elle ne chercha jamais à parler aux sans-parti, au pays, même quand il devint évident qu'il y avait en dehors du parti une périphérie socialiste très large, sérieuse et capable.

— N'avoir pas osé courir le risque de l'appel au pays, ce fut peut-être la faute-suicide. Le fétichisme du parti explique cette faute. On n'était ni « membre du parti », ni citoyen, on était *partiietz*, un « homme du parti », un fragment de cet ensemble sacré que Boukharine avait autrefois défini « la cohorte de fer » et qui en réalité n'était plus qu'un appareil de bureaux sans âme et une masse de petits privilégiés.

La révolte de l'humanisme était profonde et ancienne. Elle s'était manifestée dès le début de la révolution par la lutte de Maxime Gorki contre la Terreur, par l'insistance de Riazanov à réclamer l'abolition de la peine de mort, par les efforts de Kaménev en vue de sauvegarder un minimum de liberté pour la pensée imprimée, par les encouragements prodigués à la jeune littérature soviétique jusqu'en 1927. J'ai connu beaucoup de vieux militants bolchéviks qui ne cessèrent jamais de s'indigner des rigueurs jacobines. Le culte du Chef ne s'imposa qu'avec le Totalitarisme. Jamais Trotski ne fut ni le « chef » ni le leader incontesté de l'Opposition de Gauche. Il en était aimé et écouté comme une intelligence intrépide et un caractère sûr, il y fut toujours discuté sans la moindre gêne. Vaincue et emprisonnée, la Gauche adopta l'appellation de « bolchévik-léniniste » afin d'affirmer son souci d'orthodoxie; mais elle se subdivisa promptement en une foule de sous-tendances que l'on peut classer en deux courants : les vrais orthodoxes qui rêvaient d'un retour à un bolchévisme idéal et les chercheurs qui entendaient poser librement les grandes questions. Ces derniers furent les plus nombreux. « C'est la prison qui fait notre unité », me disait le vieil Eltsine, un des fondateurs du parti. J'ajouterai que, par-dessus les divergences d'opinions, une profonde affection fraternelle unissait les derniers 500 voués à la disparition.

Les renseignements qui me sont parvenus pendant la guerre m'obligent à croire que personne n'a survécu des Oppositions si ce n'est quelques inconnus. La propagande officielle a identifié le trotskysme au fascisme sans réussir à se faire croire. Les fonctionnaires admettent qu'un esprit d'opposition diffus et confus (qu'ils appellent parfois trotskysme) s'est très largement répandu. Il n'appartient plus au parti mais au peuple. Le parti parfaitement obéissant ne pense ni ne murmure. Un programme d'opposition dicté par les besoins est latent dans des millions de cerveaux. S'il était possible de le formuler, il est évident qu'une immense majorité de citoyens se prononceraient : 1. pour la libération des paysans par la coopération réellement volontaire et l'entreprise individuelle; 2. pour la liquidation des camps de concentration et du terrorisme administratif et l'établissement de l'*habeas corpus;* 3. pour l'abolition de l'article 126 de la Constitution qui consacre le monopole du parti unique; 4. contre la pensée dirigée, c'est-à-dire étranglée et revêtue d'uniformes indigents; 5. pour les libertés démocratiques fondamentales. Ce seraient là les conditions préalables de la renaissance d'une démocratie socialiste à laquelle la guerre a préparé de nouveaux cadres énergiques dans l'armée, chez les partisans, dans l'industrie, dans l'agriculture, dans l'intelligentsia... Le régime totalitaire, subissant la pression de ces aspirations latentes mais puissantes — et rendues plus puissantes par la misère générale — ne peut que leur chercher des dérivatifs dans l'extension, l'exploitation et la défense de conquêtes militaires.

Mexico, juillet 1945.



# LA VIE ET LA MORT DE LEON TROTSKY

L'ANNÉE 1917, quatrième année de la première guerre mondiale, commença sous de sombres auspices. L'Europe continentale était incendiée, on se battait en Turquie d'Asie, en Palestine, en Afrique. Les deux coalitions rivales semblaient engagées dans une lutte d'extermination qui ne laissait aux peuples aucun espoir de salut. Les vaincus seraient un jour impitoyablement traités, les vainqueurs seraient effroyablement épuisés... Nous avons connu ces temps, et l'amertume des combattants, la misère des populations à l'arrière, la faiblesse dérisoire d'une poignée de socialistes fidèles à l'internationalisme. Tout à coup, en mars 1917, le despotisme des Tsars s'écroula sous la poussée inattendue des ménagères et des ouvriers de Pétrograd. L'avènement de la Russie à la liberté démocratique fut une immense lueur d'espoir en un temps de cauchemar. Mais deux inquiétudes naquirent en même temps : la défection de la Russie pouvait assurer la victoire des Empires centraux et la révolution russe elle-même sembla s'enliser dans les compromis avec une bourgeoisie faible et réactionnaire qui, tout de suite, se mit à préparer la dictature militaire et la répression des mouvements paysan et ouvrier. Si les impérialismes autoritaires l'emportaient sur les impérialismes démocratiques et si la révolution russe aboutissait à un régime dictatorial de réaction plus vivace et plus moderne que le Tsarisme, l'avenir de l'Europe n'était plus que ténèbres.

Le 7 novembre 1917, un immense événement bouleversait ces perspectives. De Pétrograd à Kazan, à Kalouga, à Tachkent, les ouvriers, les paysans, les soldats, les intellectuels révolutionnaires s'insurgeaient, donnaient le pouvoir aux Soviets — ou Conseils de Travailleurs — la terre aux paysans, le contrôle de la production aux ouvriers, et proposaient au monde la paix des peuples, « paix immédiate sans annexions ni indemnités ». La victoire du bolchévisme affaiblissait

momentanément la Russie, en tant que grande puissance, au point qu'elle allait accepter la mort dans l'âme le diktat de Brest-Litovsk; mais en réalité, elle portait en même temps un coup mortel à l'impérialisme des Empires centraux, hâtait la maturation des révolutions populaires en Allemagne et en Autriche-Hongrie, incitait le Président Wilson à formuler ses mémorables conditions de paix, fondées sur le droit des nationalités. Par-dessus tout, elle donnait naissance à un irrépressible espoir de transformation sociale. L'Europe entière commençait à entrevoir une nouvelle justice sociale, une nouvelle fraternité. Les classes pauvres, perpétuellement vaincues tout au long de l'histoire, se sentaient désormais capables de vaincre et d'acheminer le monde vers un plus haut destin.

Les événements de Russie étaient l'œuvre des masses paysannes, des masses ouvrières, des masses de soldats et de marins, et d'une nombreuse minorité d'intellectuels idéalistes. Il est scandaleusement faux, l'histoire le démontre au premier coup d'œil, de dire que le parti bolchévik fit la révolution socialiste. Le mérite de ce parti fut de comprendre que cette révolution se faisait et devait vaincre. Le mérite de ce parti, ce fut de donner au mouvement des masses un système nerveux, des appareils de coordination et de direction intelligente, des cadres d'hommes dévoués et cultivés. Le mérite de Lénine et de Trotsky, ce fut de comprendre qu'aucune solution intermédiaire n'était possible entre la dictature réactionnaire d'un général Kornilov et la dictature révolutionnaire — et libertaire — des Soviets. Les noms de Lénine et de Trotsky, inséparables, s'allument à ce moment avec un rayonnement prodigieux.

Juif, d'origine bourgeoise, militant socialiste depuis son adolescence, Léon Davidovitch Bronstein, en journalisme Léon Trotsky, avait trente-huit ans. Il rentrait du Canada après avoir été expulsé de France et interné à Halifax. En 1905, président du Soviet de Saint-Pétersbourg, il avait proclamé la journée de travail de huit heures, le refus de l'impôt, et tenu l'Empire en échec à la fin de la première révolution russe. Envoyé en Sibérie, pour la deuxième fois, évadé, réfugié successivement à Vienne, à Berlin, à Paris, il était connu comme un marxiste (social démocrate) russe indépendant au sein du parti divisé en majorité (bolchévik) révolutionnaire et jacobine et minorité (menchévik) modérée, démocratique. Dès 1904, il s'était opposé à Lénine, son ami, qui préconisait déjà la dictature du parti sous l'enseigne de la dictature du prolétariat. Trotsky lui avait répondu : « Ce serait infailliblement la dictature du parti sur le prolétariat ». Avec Rosa Luxembourg il combattait la centralisation autoritaire du bolchévisme. Il se présentait comme le théoricien de la « révolution permanente », c'est-à-dire internationale et destinée à franchir les étapes de la démocratie bourgeoise



au lieu de s'y arrêter. En mai-juin 1917, dès l'arrivée à Pétrograd, il se rallie au bolchévisme que l'autorité intellectuelle de Lénine vient de faire entrer vigoureusement dans la voie de la « révolution permanente » et qui représente énergiquement les aspirations des masses. Le système soviétique, pour Trotsky comme pour Lénine, débute sous les formes d'une démocratie nouvelle, largement spontanée. Trotsky, après avoir été l'un des principaux organisateurs de l'insurrection et de la prise du pouvoir, devient le Commissaire du Peuple aux affaires étrangères qui publie les traités secrets, puis l'organisateur de l'Armée rouge. En quatre années d'impitoyable guerre civile, il remporte, dans des conditions souvent désespérées, victoire sur victoire, détruit les armées réactionnaires des généraux Youdénitch en Esthonie, Dénikine en Ukraine, Doutov dans l'Oural et de l'amiral Koltchak en Sibérie, réduit à l'impuissance les interventions étrangères... C'est une véritable épopée, dans laquelle naturellement les travailleurs en armes ont le premier rôle. Des militants d'une qualité exceptionnelle s'y révèlent : Blücher dans l'Oural (fusillé par Staline), Toukatchevski sur la Volga (fusillé), Yakir en Ukraine (fusillé), Ivan Smirnov sur la Volga et en Sibérie (fusillé), Egorov à Tsarytsyn (fusillé), Smilga, Rosengolt, Mratchkovski, Mouralov (fusillés) et bien d'autres (pour la plupart fusillés : ne survivent que Vorochilov, Boudienny, Staline).

L'intervention étrangère, la guerre civile, le blocus, la famine, tuent la jeune démocratie soviétique et entraînent la dictature bureaucratique du parti. En 1921, l'insurrection de Cronstadt révèle le conflit entre le peuple révolutionnaire et la dictature. Cronstadt réclame le retour aux soviets librement élus. C'est Trotsky qui le premier a préconisé la Nouvelle Politique Economique, afin de donner satisfaction aux paysans en les libérant des réquisitions. S'il avait été écouté, il n'y eût sans doute pas eu de révolte à Cronstadt.

Il reste évident que Trotsky, au pouvoir, partage avec Lénine et les dirigeants du parti bolchévik la responsabilité d'erreurs infiniment graves. Que ces grands révolutionnaires aient exercé le pouvoir dans des conditions infernales, c'est certain. Que leur psychologie de doctrinaires marxistes, convaincus de posséder la vérité intégrale et salvatrice, les ait rendus mortellement intolérants et leur ait fait méconnaître l'importance vitale de la liberté et de la démocraie, n'est pas moins certain. A la faveur de l'état de siège, tous les mouvements socialistes (et libertaires) autres que le bolchévisme sont étouffés, même quand ils sont trop faibles et trop sains pour mettre le nouveau régime en danger. Les socialistes révolutionnaires de gauche, qui ont pris les armes contre Lénine et Trotsky, sont indéfiniment gardés en prison depuis 1918 (ils y sont encore) ; les social-démocrates menchéviks, devenus les protaganistes de la démocratie ouvrière sont durement persécutés; les anarchistes sont mis hors la loi, bien qu'avec Makhno ils aient joué un rôle

important dans la libération de l'Ukraine occupée par les Blancs et qu'un traité fraternel leur ait solennellement promis la légalité. En fondant la Tcheka, Lénine et Trotsky ont établi une véritable inquisition. En étatisant les syndicats et les coopératives, ils ont désarmé les masses et ouvert la voie au totalitarisme.

Mais ils étaient de bonne foi. Dès 1923, ils s'aperçurent du péril bureaucratique, totalitaire en réalité, et résolurent de le combattre ensemble. Trotsky réclama le « Cours nouveau » — démocratie dans le parti, appel aux jeunes... Il fut vaincu par les fonctionnaires au moment où Lénine mourait de surmenage cérébral. A partir de cette date, Trotsky devient, en dépit de bien des fautes secondaires, l'intraitable et puissante incarnation d'un mouvement de gauche qui, au sein du parti, luttera jusqu'à la mort pour le retour à la démocratie intérieure et syndicale, pour le principe de l'internationalisme militant, pour une industrialisation intelligente et humaine, contre la dictature des secrétaires, la pensée dirigée par des cuistres, l'industrialisation inhumaine, la stupide doctrine du « socialisme dans un seul pays », la collaboration avec le Nazisme.

Ce fut en 1928, la victoire de la tendance totalitaire, l'emprisonnement de 8.000 opposants de gauche, puis la persécution jusqu'à l'extermination physique de toute la génération révolutionnaire de 1917-1924. Enlevé de force à Moscou, déporté à Alma-Ata, à la frontière du Turkestan chinois, banni — de force — et envoyé en Turquie, exilé en France, en Norvège, au Mexique, Trotsky continue le combat sur le seul terrain qui lui reste, celui des idées, pendant que ses camarades meurent dans les prisons. Ce combat, il le continue magnifiquement, avec une œuvre scientifique de premier ordre, qui s'intègre au patrimoine de la culture socialiste (*Ma Vie*, *Histoire de la Révolution russe*, *La Révolution trahie*). Un de ses fils est fusillé, une de ses filles meurt de misère, une autre se suicide, la mort suspecte, à Paris, de son fils aîné et collaborateur, Léon Sédov, l'accable, lui-même attend l'assassinat, mais il continue le combat, intraitablement, avec une probité absolue et une intelligence acérée. En 1936, les procès d'imposture de Moscou commencent en Russie l'extermination sanglante de la génération révolutionnaire tout entière, y compris les tendances qui s'opposèrent longtemps à celle de Trotsky (Zinoviev-Kaménev, Boukharine-Rykov). Le bourreau fait la loi. Il s'agit d'imputer la responsabilité de l'effroyable misère du peuple russe sous le Totalitarisme et du gâchis économique de l'industrialisation despotique aux vieux marxistes qui pourraient fournir des équipes de rechange pour le gouvernement, qui sont populaires, et à l'Exilé qui représente la conscience vivante de la révolution de novembre 1917. La calomnie, le mensonge, le délire d'assassinat le débordent. Son nom est rayé des traités d'histoire soviétique. Une seule éclaircie en ces jours noirs : une commission d'intellectuels internationaux, présidée à New-York et Mexico par le grand philosophe américain John Dewey, étudie longuement ce criminel fatras et proclame l'innocence complète, la grandeur irréprochable de Trotsky: Not Guilty ! (non coupable !)



Des fautes secondaires l'isolent cependant et diminuent l'importance immédiate de son œuvre. Sa fidélité au vieux parti l'a souvent paralysé. Il se refuse à reconnaître, malgré les crimes, malgré sa propre mort qui vient, que l'U.R.S.S. a cessé d'être un « Etat ouvrier socialiste » et qu'un nouveau système totalitaire s'y est établi. Il croit pouvoir porter sur ses seules épaules le poids d'une nouvelle Internationale, la IV^e^, continuatrice de la III^e^ des temps héroïques. Il est devenu volontariste et utopiste, il se coupe de l'ensemble du mouvement ouvrier. Il s'acharne à maintenir un bolchévisme d'une époque révolue, que personne ne peut plus comprendre réellement. Il se montre intraitable envers des révolutionnaires qui l'aiment et le comprennent, mais ne consentent pas à le suivre dans cette voie. Il intervient dans les dissentiments et les scissions de minuscules partis qui ne forment plus qu'une secte attachée à des formules dépassées... Nous comprenons son raidissement intérieur et le drame de sa solitude.

En U.R.S.S., les condamnations à mort pleuvent sur lui. Le 20 mai 1940 (au temps du pacte Hitler-Staline dont il est l'adversaire), le peintre communiste mexicain Alfaro Siqueiros et le « Juif français » — probablement l'agent du Komintern et du Guépéou, Mink — accompagnés d'une vingtaine de coupe-jarrets, donnent l'assaut à la résidence de Trotsky à Coyoacan, tirent trois cents balles de mitraillette dans sa chambre à coucher, laissent une bombe incendiaire et s'en vont en emmenant son collaborateur américain, Sheldon Harte, dont on trouvera bientôt le cadavre dans une maison du Desierto de los Leones, louée par les frères Arenal. Survivant par miracle, Trotsky dit aux journalistes qu' « un autre attentat suivra prochainement ». Il sait que l'ordre d'en finir avec lui a été donné et que les assassins disposent de moyens illimités. Le 20 août 1940, à 7 heures du matin, il reçoit dans son cabinet, pour quelques instants, le « camarade » Jakson-Mornard-Vandendreschd qui le frappe d'un coup de piolet au crâne... La véritable identité de l'assassin n'a pas été établie, mais on sait qu'il voyageait avec le passeport d'un mort des Brigades Internationales d'Espagne, organisées par le Komintern. Le verdict de la justice mexicaine a constaté qu'il agissait comme l'intrument payé d'une puissante organisation... Lui-même a proclamé son admiration pour Staline...

Le duel du vieux révolutionnaire et du Totalitarisme se termine ainsi. Devant l'histoire le procès reste ouvert. Il ne fait même que commencer !

(Publié par *Mundo*, Mexico.)

# QUE DEVIENNENT LES REFUGIES ITALIENS EN U.R.S.S. ?

Je voudrais remplir ici un devoir en posant une question : Que sont devenus, que deviennent les réfugiés politiques italiens, accueillis en Russie pendant la révolution et pour la plupart disparus ensuite dans les prisons du Guépéou? Les relations sont reprises entre une Italie libérée du fascisme et le Kremlin. Ces réfugiés, ou du moins ceux d'entre eux qui survivent (s'il en est qui survivent) pourraient être rapatriés. La plupart étaient des hommes exceptionnels par l'idéalisme et la force de caractère. Ils pourraient servir encore une Italie nouvelle qui a besoin d'hommes courageux. En tout cas, nous n'avons pas le droit de les oublier. S'ils sont morts, nous avons le droit et le devoir de demander quand et comment.

Je quittai l'U.R.S.S. en 1936, banni par un ordre de Staline et sortant des mains du Guépéou. Je prenais, en franchissant la frontière, l'engagement irrévocable de défendre la vie et le droit à la liberté d'opinion des socialistes, des syndicalistes, des libertaires et des communistes opposants que je laissais derrière moi dans les prisons, les camps de concentration, les lieux de déportation. J'en connaissais beaucoup personnellement, pour avoir partagé leur sort. Je n'oublierai jamais leur probité, leur vaillance, leur dévouement indéfectible à de grandes idées que le mot démocratie résume pratiquement. Il y avait parmi eux plusieurs italiens de qualité. Voici quelques noms.

Tout d'abord Francesco Ghezzi. S'il est vivant, il doit avoir aujourd'hui une cinquantaine d'années. Milanais, ouvrier, militant de l'Unione Sindicale, anarchiste depuis sa dix-huitième année, les persécutions policières l'obligèrent à se réfugier à Moscou en 1921. Fidèle à sa pensée, il refusa d'adhérer au P. C., refusa les fonctions qu'on lui offrit, voulut n'être qu'un ouvrier d'usine, se fit estimer de tous ceux qui le connurent. En 1929, le Guépéou l'emprisonna sans jugement. Un grand mouvement de protestation internationale obtint sa libération deux ans plus tard. Parmi les signatures des protestations qui le rendirent



à la liberté, je trouve les noms de Romain Rolland, Ernest Toller, Georges Duhamel, Kaethe Kollwitz, Léon Werth, Boris Souvarine, Heinrich Mann, Fernando de Rosa, Luigi Fabbri, Henri Barbusse, Jacques Mesnil. Je le rencontrai à sa sortie de prison, plus dévoué que jamais à la cause soviétique, mais sans abandon de convictions. Il vécut la vie dure des ouvriers d'usine. En 1937, pendant les sanglants procès de Moscou, il disparaît à nouveau et cette fois nous ne sûmes plus rien de lui, rien. Les secours en argent que des amis tentèrent de lui faire parvenir furent retournés aux expéditeurs. Il y a huit ans de cela...

Othello Gaggi, ouvrier toscan, syndicaliste, condamné par le tribunal d'Arezzo pour avoir défendu son village de San Giovanni di Valdamo contre les chemises noires, à trente ans de prison, trouva un asile en Russie, y vécut quatorze ans, fut arrêté en 1935, lors des arrestations en masse. En 1936, il sollicita vainement, du fond de sa prisin, l'autorisation d'aller combattre en Espagne. Les militants espagnols qui soutinrent ses demandes ne reçurent aucune réponse.

Luigi Calligaris, socialiste, puis communiste, militant à Trieste, avait dirigé un journal clandestin sous le régime fasciste. Il fit cinq ans de déportation aux îles Lipari (1926-1932), s'évada d'Italie, se réfugia à Moscou, fut arrêté sans inculpation précise en 1935 et déporté dans la région nordique de Shenkoursk. Son seul « crime » était d'avoir demandé à quitter l'U.R.S.S. En déportation, il faillit mourir de faim. Puis, nous ne reçûmes plus de nouvelles.

Ces hommes ne sont pas les seuls. En règle générale, les réfugiés italiens furent, à quelques exceptions près, emprisonnés ou déportés. Le respect humain nous oblige à espérer que quelques-uns, peut être un Francisco Ghezzi, un Gaggi, un Calligaris, survivent en captivité. M. Palmiro Togliatti, ministre du cabinet Bonomi, connaît à fond ces affaires et les dossiers de ces hommes, la section italienne du Komintern, qu'il dirigeait, ayant été plus d'une fois informée ou consultée à leur sujet. M. Palmiro Togliatti s'appelait alors, à Moscou, le camarade Ercoli, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Il dirigeait le Secrétariat des Pays latins, il se rendait fréquemment en Espagne. Il avait lui-même frôlé la prison, s'étant trouvé, en 1930-1931, à la tête d'une opposition clandestine liée à la tendance Boukharine, qui espérait modifier la ligne de conduite et surtout les méthodes d'administration intérieure du Comité Exécutif du Komintern; le Guépéou intercepta une partie de sa correspondance et le mit en demeure de choisir entre l'exclusion, la persécution — et la collaboration. Il trahit son collègue à l'Exécutif, Angelo Tasca, qui fut exclu, et depuis lors le camarade Ercoli fut bien « dans la ligne ». Mais le ministre du gouvernement antifasciste de Rome, M. Palmiro Togliatti, assume, semble-t-il, d'autres devoirs envers ses concitoyens que le fonctionnaire du Komintern Ercoli. Son devoir serait aujourd'hui

d'informer les antifascistes italiens et les hommes de bonne volonté pour lesquels la vie humaine et la liberté d'opinion ont une valeur, du sort des réfugiés italiens disparus en U.R.S.S. depuis de longues années. J'aime à croire que la question lui sera posée. Que sont devenus Francesco Ghezzi, Othello Gaggi, Luigi Calligaris — et bien d'autres? S'ils sont morts, comment sont-ils morts... en captivité? S'ils survivent, quelles raisons majeures, quelles raisons admissibles pour des consciences antitotalitaires s'opposent à leur retour dans une patrie qu'ils n'eussent jamais voulu quitter, qu'ils ont servie en combattant et qui commence douloureusement à se libérer après vingt-deux ans de fascisme?

(Publié en 1944 par le *New-Leader* de New-York.)


# Où va la Russie?

Pour comprendre l'évolution de la Russie depuis 1917 et ses incidences sur la politique du P. C. français, vous devez lire:

*Rosa Luxembourg :* **La Révolution russe.....** 20 fr.

La grande théoricienne marxiste pose le problème de la réalisation du socialisme sur son vrai terrain: celui de la liberté. Elle put, dès 1918, déceler et signaler les tares et les écueils qui devaient faire sombrer la première grande révolution sociale de notre époque.

*Rosa Luxembourg :* **Marxisme contre Dictature** 25 fr.

Rosa Luxembourg, dès 1904, dénonça les germes de l'évolution totalitaire du bolchevisme qui devait aboutir à l'esclavagisme stalinien, monstrueuse négation du marxisme.

*Victor Serge :* **16 Fusillés à Moscou.....** 30 fr.

Comment et pourquoi fut anéantie par Staline *la vieille garde bolchevique*. Un grand écrivain et courageux militant qui vécut seize ans en Russie apporte son témoignage.

*Charles Alligier :* **Socialisme bolchevisme et France .....** 20 fr.

En une forte brochure de 96 pages, l'auteur, un des hommes qui connaissent le mieux la politique de l'U. R. S. S. et les rapports entre les nouvelles castes russes explique le pourquoi de la politique extérieure soviétique et comment elle commande les agissements et les pirouettes du P. C. français.

*René Lefeuvre :* **La politique communiste ....** 20 fr.

Un recueil de documents : les étapes d'une fidélité à travers *ligne et tournants*. L'asservissement du parti communiste à la bureaucratie russe irréfutablement démontré et, par suite, la subordination des intérêts français aux impératifs soviétiques.




Imp. Mazarine, Paris. 2936.

# Cahiers SPARTACUS mensuels

Directeur : René LEFEUVRE

| | |
|---|---|
| **ROSMER et MODIANO** : Union Sacrée 1914 | 25 |
| **Jean PRADER** : Au secours de l'Espagne socialiste | 25 |
| **P. LAPEYRE** : Révolution et Contre-Révolution en Espagne | 15 |
| **Marc BERNARD** : Journées ouvrières 9 et 12 février 1934 | 40 |

## Série 1947 : (12 Brochures) 200 fr., franco

| | |
|---|---|
| **Jean JAURÈS** : L'Église et la Laïcité | 15 |
| **Hugo JORDI** : La Prise du Pouvoir | 25 |
| **Charles ALLIGIER** : Socialisme, Bolchevisme et France | 20 |
| **Rosa LUXEMBOURG** : La Révolution Russe | 20 |
| » » Marxisme contre Dictature | 25 |
| **René LEFEUVRE** : La Politique Communiste (Ligne et Tournants) | 20 |
| **J. COTEREAU** : L'Église a-t-elle collaboré ? | 20 |
| **JAURÈS et LAFARGUE** : Idéalisme et Matérialisme | 20 |
| **Marcel OLLIVIER** : Le Guépéou en Espagne | 20 |
| **Camille BERNERI** : Guerre des Classes en Espagne | 25 |
| **A. et D. PRUDHOMMEAUX** : Catalogne libertaire 1936-1937 | 30 |
| **Suzanne CHARPY** : Prendrons-nous les Usines ? | 20 |

*A Paraître prochainement :*

**Victor SERGE** : Le nouvel Impérialisme russe.
**Z. ZAREMBA** : La Commune de Varsovie.
**Rosa LUXEMBOURG** : La Commune de Berlin.
**A. BERKMAN** : La Commune de Cronstadt.
**Jean JAURÈS** : Le Manifeste communiste.

---

**Remises p. commandes** par quantités : 10 ex. 10 0/0, 25 ex. 15 0/0, 50 ex. 20 0/0, 100 ex. 25 0/0, 500 et au-dessus 33 0/0. Envoi franco de port. Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefeuvre, 15, rue de la Huchette, Paris (5e). C. C. Postaux : 633-75.
**Abonnements 1947** : 1 an, 240 fr. Etranger, 300 fr. De soutien 500 fr.

# REVUE masses MENSUELLE

Directeur : René LEFEUVRE

## ÉTUDES ET COMBATS POUR LE SOCIALISME ET LA LIBERTÉ

En vente dans tous les kiosques et bibliothèques des gares et du métro : 20 francs.
Abonnements : 12 numéros 200 fr., de soutien : 500 fr., Étranger : 280 francs. — Adresser à J.-R. Lefeuvre, 15, rue de la Huchette, Paris (5e). Chèques-Postaux 633-75.

*Directeur-Gérant :* R. LEFEUVRE. Imp. Mazarine, Paris.
*Travail exécuté par des ouvriers syndiqués*